

LES JOURNAUX EN MAURICIE
(1817-1987)

MICHELINE CHAMPOUX
ANDRÉ BOUGAÏEFF

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES
1988

AVANT -PROPOS

C'est en 1986 que nous avons décidé de préparer la publication d'un ouvrage sur les journaux de la Mauricie. Depuis plusieurs années, nous avons remarqué l'intérêt que les étudiants portaient à l'analyse du contenu des journaux, dans nos sessions de recherche linguistique sur les journaux du passé de Trois-Rivières. Les étudiants éprouvaient un tel plaisir à lire les articles relatant aussi bien les grands faits politiques que les petites histoires quotidiennes que cela nous a décidé à publier une monographie qui reproduirait des articles et des illustrations des époques passées. Nous pensions que les étudiants, aussi bien que le grand public, seraient intéressés par un contact direct avec des événements maintenant révolus. Nous nous inspirions en cela de l'ouvrage publié il y a quelques années à l'occasion des cent ans de La Presse de Montréal.

En second lieu, l'année 1987 marquait le 179^e anniversaire de fondation du journal La Gazette des Trois-Rivières, lancé en 1817 par Ludger Duvernay. Comme Ludger Duvernay représente un personnage de première importance pour l'histoire du journalisme au Québec, nous avons pensé rendre hommage à l'œuvre journalistique de l'homme en présentant des documents se rapportant à la fois à la Gazette de Trois-Rivières et à l'ensemble des quotidiens de Trois-Rivières.

L'entreprise, qui nous semblait assez aisée au début, se révéla vite beaucoup plus complexe que nous l'avions imaginé. La liste des journaux était fort longue, les documents abondaient, les illustrations et les photocopies d'époque révélaient souvent des faits intéressants que nous n'avions pas soupçonnés et la portée générale du projet dépassait finalement les limites que nous lui avions assignées. La seule solution était de confier l'entier de la recherche et de la publication à une personne qui se chargerait de l'analyse de fond et de la rédaction.

Nous avons ainsi proposé à Micheline Champoux, à l'époque étudiante de 3^e année au baccalauréat en linguistique à l'Université du Québec à Trois-Rivières, de prendre la responsabilité de la recherche archivistique et linguistique et de rassembler tous les documents pertinents pour une histoire illustrée des journaux de la Mauricie. Le travail fut effectué pendant une partie de l'année 1987 et s'est poursuivi durant l'année 1988.

Pour ce qui est des subventions de recherche, nous avons fait appel à la Société Saint-Jean-Baptiste locale, Ludger Duvernay de Trois-Rivières. Nous remercions vivement la S.S.J.B. de sa générosité car sans son appui financier et humain, ce projet n'aurait certainement pas pu voir le jour. Dans une première étape, nous avons été aidés par Paul Gauthier. Par la suite, Sylvain Beaudoin l'a remplacé pour nous prêter main-forte pour la mise en page et la publication finale. La subvention de la S.S.J.B. fut complétée par un octroi de recherche accordé par le gouvernement fédéral dans le cadre du projet d'été « Défi 87 ». Que l'organisme subventionneur trouve ici l'expression de notre profonde reconnaissance.

Nous avons voulu que cette publication serve à plusieurs fins.

Tout d'abord, il nous a paru important d'intéresser le grand public de Trois-Rivières à l'histoire de sa ville et de sa région. Comme les journaux représentent une mine de renseignements sur le mode de vie des gens qui nous ont précédés, nous avons fait en sorte que les citoyens de Trois-Rivières puissent reconnaître et parfois même se remémorer certains événements importants de l'histoire de leur ville. Nous avons voulu aussi établir un lien entre le grand public et les préoccupations de la recherche universitaire, un peu à la manière d'un ouvrage de vulgarisation scientifique. Il nous semblait en effet important, dans le grand mouvement d'éclatement du savoir que l'on connaît actuellement dans les sciences humaines, d'intéresser des non-spécialistes aux nouveaux domaines de la recherche.

Notre deuxième préoccupation a porté sur les besoins des élèves des écoles secondaires. La documentation sur l'histoire journalistique régionale est très mince, sinon inexistante dans les bibliothèques scolaires. Le seul outil pédagogique à la disposition des élèves et des enseignants est un guide d'utilisation du journal intitulé Le journal en classe, qui contient un certain nombre de stratégies pédagogiques pour l'utilisation du journal dans le cadre de la classe. Puisque Le Journal en classe ne porte que sur les quotidiens actuels, il nous a semblé intéressant d'ajouter une dimension historique par l'étude des journaux anciens. C'était aussi une façon déguisée d'intéresser de nouveau les élèves à l'histoire par le biais de ces petits « moments d'histoire » que sont les articles de journaux. De la sorte, pensons-nous, les élèves seront intéressés à en savoir plus long sur leur histoire régionale. C'est ainsi que nous avons dû préciser le contexte historique et social de la publication des journaux, de manière à mieux faire comprendre la portée des articles que nous présentions. Enfin nous avons rapporté aussi un certain nombre de faits anecdotiques qui font partie de la petite histoire et qui donnent toute leur saveur aux époques passées.

En troisième lieu, nous avons pensé au monde de la recherche universitaire, d'où est issue l'idée de ce projet. Les spécialistes de la langue trouveront dans les journaux de la Mauricie un « corpus » (c'est un ensemble de textes) qui pourra servir à une étude de l'évolution de la langue durant les 170 dernières années du Québec. On y voit notamment comment les mots changent de sens, comment ils s'adaptent aux nouveaux besoins technologiques, comment certains mots ont disparu de notre vocabulaire. Les articles à contenu politique pourront faire l'objet d'une étude approfondie selon des méthodes que l'on appelle maintenant les « analyses du discours ». De nos jours, certaines analyses du discours vont jusqu'à faire appel à des programmes d'ordinateur puissants qui permettent de pénétrer très profondément dans l'analyse d'un texte. On pourrait ainsi envisager dans l'avenir l'ouverture d'un nouveau domaine de l'analyse linguistique que l'on intitulerait la « journalistique », domaine qui aurait pour seul objet l'analyse des journaux et qui définirait ses méthodes de recherche spécifiques. Le journal est une entité scripturale et linguistique qui obéit à ses lois propres et qui doit être étudiée comme telle.

Les chercheurs qui se préoccupent de l'étude de la culture québécoise et de l'histoire sociale et politique trouveront eux aussi une très riche source de renseignements dans les quotidiens régionaux. Ceux-ci sont les dépositaires de la mémoire collective à la périphérie des grands centres urbains et représentent une source de renseignements privilégiée pour qui effectue des recherches sur l'évolution des mentalités et des comportements sociaux. Chaque article de journal ressemble à une photographie, à un instantané, de la mentalité d'une époque et d'une région. Enfin, mieux connaître les mentalités d'autrefois c'est aussi prendre du recul par rapport à nos façons d'agir contemporaines et c'est par conséquent mieux nous connaître. Toutefois, nous n'avons pas la prétention, par cette monographie exploratoire, de répondre à toutes les attentes

d'une équipe de recherche universitaire. Nous avons seulement voulu montrer quelques avenues qui pouvaient s'ouvrir à l'investigation de haut niveau.

Si la lecture de l'ouvrage réussissait à susciter de l'intérêt chez l'un des trois publics que nous avons visés, nous estimerions que nous avons atteint notre but.

En terminant, nous devons insister encore une fois sur le rôle joué par l'auteure de cette publication. C'est grâce à l'enthousiasme et la puissance de travail de Micheline Champoux que le projet a pu être mené à terme. Dès le début, Micheline Champoux a pris l'entière responsabilité de la rédaction et de la recherche documentaire (souvent dans des conditions difficiles), tant dans les documents d'archives qu'auprès des personnes de la région ayant participé à la publication d'un journal. De simple projet de reproduction d'articles et de photographies qu'il était au début, le projet est devenu une petite histoire des journaux en Mauricie où les explications historiques venaient compléter l'information apportée dans les articles.

Enfin nous remercions Edith Manseau, du Centre de documentation en études québécoises (CEDEQ) de l'Université du Québec à Trois-Rivières, qui nous a aidés sans compter tout au long de la recherche documentaire et qui a mis à notre disposition toutes les ressources du Centre.

André Bougaïeff
Département de français*
Université du Québec à Trois-Rivières

(*) Aujourd'hui, Département de lettres et communication sociale

INTRODUCTION

Entre Québec et Montréal, au confluent de deux grandes voies d'eau, la rivière Saint-Maurice et le fleuve Saint-Laurent, Trois-Rivières a traditionnellement été une région de contact entre les hommes et un point de départ pour de grands projets de découverte. Déjà en 1603, Samuel de Champlain le reconnaissait en remarquant que Trois-Rivières était un « lieu de passage ». Les Amérindiens n'avaient pas attendu la venue des Français pour venir s'y rencontrer afin d'y échanger leurs fourrures. À leur arrivée, les Français découvrent vite ce lieu de commerce et ils y installent un petit bourg qui se transformera ensuite en poste de traite fortifié sur le quartier que l'on a appelé le Platon. En 1653, on dénombre une population de 203 personnes. Cette population ne s'accroîtra rapidement que deux cents ans plus tard. Raoul Blanchard, auteur de nombreux volumes sur l'histoire et la géographie du Québec, utilise le terme de « léthargie » pour décrire ces deux siècles d'histoire de Trois-Rivières. Il a dit à ce propos que dès 1650,

« Trois-Rivières tombe dans une sorte de léthargie qui durera deux siècles. Elle ne grandit qu'avec une lenteur désespérante. (...) Les hommes entreprenants, actifs trafiquants, interprètes qui s'y étaient installés dès le début, comme un théâtre de choix pour leurs activités, la quittent pour aller courir les aventures sur le continent; Trois-Rivières, bourgade somnolente, a été une extraordinaire pépinière de « voyageurs » et d'explorateurs, Jean Nicolet, Hertel, les Godefroy, Marguerie, Pierre Boucher, Radisson, Des Groseillers, plus tard, les Lavérendrye. » (Blanchard, 1950 : 128).

Pour plusieurs autres aussi, Trois-Rivières n'aura été qu'un lieu temporaire, celui où l'on passe son enfance et où on apprend son métier.

Il faudra attendre l'ère industrielle pour voir Trois-Rivières se réveiller. Il faudra attendre que des gens venus d'ailleurs viennent dompter « les pouvoirs d'eau » du Saint-Maurice. Il faudra attendre qu'avec l'eau on marie la forêt pour développer les usines de papier et qu'avec les chutes, on crée l'électricité.

Au début du XIX^e siècle, Trois-Rivières n'était qu'un gros village de moins de 3 000 habitants. Les services étaient exactement les mêmes qu'à Nicolet ou à Lotbinière. C'est avec la naissance de la Mauricie que va sonner le réveil de Trois-Rivières. D'abord née d'une exploitation timide de la forêt, la Mauricie va devenir une région qui se peuplera et qui prospérera lentement. L'arrivée du chemin de fer complétera enfin la symbiose entre les hommes, la rivière et la forêt.

C'est ainsi qu'au début du XX^e siècle, la Mauricie est devenue tout à coup un coin de pays où l'on innovait, où tout explosait.

Le journalisme en Mauricie suivra tout naturellement ce mouvement et se développera au même rythme que la région. Les débuts seront en fait des tentatives et, comme beaucoup d'hommes qui ont fabriqué l'histoire avant eux, les premiers journalistes de Trois-Rivières ne feront qu'y passer. Au XIX^e siècle, plusieurs fondateurs de journaux apprennent leur métier à Trois-Rivières et poursuivent ensuite des carrières prestigieuses à Montréal ou à Québec. Ainsi, pour les Duvernay, Dorion, Provencher, Barnard et autres, Trois-Rivières aura été un « lieu de passage » et un important tremplin pour l'avenir.

Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle, au moment où Trois-Rivières s'impose comme capitale régionale, que les journaux vont connaître une durée de vie qui permettra aux propriétaires et aux rédacteurs de connaître un peu mieux que la misère. Le journal, qui a longtemps été le moyen par excellence de diffusion des idées, se transformera alors en entreprise commerciale sous l'impulsion des développements et des besoins de l'ère industrielle. À la fin du XIX^e siècle, un peu partout dans la Mauricie, les hebdomadaires vont naître et se développer en même temps que les industries. Plus tard, les nouvelles nationales et internationales parviendront aux lecteurs par la voix du quotidien tandis que les problèmes ou les événements de chaque localité seront traités dans les hebdomadaires régionaux.

PREMIÈRE PARTIE
LES DÉBUTS DU JOURNALISME
EN MAURICIE

Journaux	1820	1830	1840	1850	1860

La Gazette des Trois-Rivières 1817-1821 (?)	*****				
L'Ami de la Religion et du Roi 1820	*				
Le Constitutionnel 1823-1825		***			
L'Argus, Journal Electorique 1826-1828		***			
The Christian Sentinel 1830-1831		**			
La Gazette des Trois-Rivières 1832			*		
Gros Jean L'Escogriffe 1843				*	
La Gazette des Trois-Rivières 1846-1847				**	
Le Journal des Trois-Rivières 1847-1853				*****	
L'Ere Nouvelle 1852-1865					*****
The Inquirer 1854-1861					*****
					*
Le Cultivateur Indépendant 1854					

III. 1 - Les journaux trifluviens de 1817 à 1865

Avant 1817

L'histoire des journaux de la Mauricie commence quelque cinquante-sept ans après la Conquête anglaise. Avant d'aborder cette histoire, il convient de situer celle-ci dans le cadre social et politique de l'époque.

Après la Conquête de 1760, les Canadiens deviennent sujets britanniques. Grâce à l'Acte Constitutionnel de 1791, ils obtiennent le droit de créer une chambre d'assemblée et d'élire des députés majoritairement francophones. Dans les faits, ce parlement jouit de peu de pouvoirs car c'est la prérogative du gouvernement britannique d'approuver ou de désapprouver les lois en vigueur au Bas-Canada. Ainsi Londres nomme le gouverneur et les membres du Conseil législatif, lequel est composé en majorité d'ardents défenseurs des intérêts britanniques. Les députés de la chambre d'assemblée ne sont finalement que des intermédiaires entre le peuple et le gouverneur. C'est pourquoi, lorsque les députés présentent des demandes favorables aux Canadiens français, surtout si elles risquent de nuire aux intérêts anglais, celles-ci sont immédiatement refusées.

Victimes d'injustice, les Canadiens français supportent difficilement ce régime par trop autoritaire. ainsi ils n'acceptent guère qu'après l'élection de 1792, le gouverneur choisisse un président d'Assemblée anglophone et adopte la langue anglaise comme langue des débats malgré le fait que le peuple ait élu trente-cinq députés de langue française contre quinze de langue anglaise. De leur côté, les Anglais au pays supportent mal cette majorité canadienne-française: ils accusent la chambre d'assemblée de se préoccuper surtout d'agriculture et de négliger le commerce. C'est dans cette atmosphère qu'en 1805, les marchands anglais de Québec fondent le Quebec Mercury, un journal violemment francophobe. Quelques mois plus tard, Pierre Bédard, chef du Parti Canadien, riposte en fondant Le Canadien. Parce que Bédard critique les politiques du gouverneur Craig, ce dernier saisit le journal en 1810 et condamne Pierre Bédard à la prison: le gouverneur avait accusé Bédard de pratiques traîtresses envers son pays.

Cependant le Quebec Mercury et Le Canadien ne sont pas les premiers journaux du Bas-Canada, il faut remonter en juin 1764 pour voir les débuts de notre presse. À cette date, un groupe d'anglophones publie la Gazette de Québec. Il faut attendre 1778 avant de voir naître un deuxième journal: La Gazette de Montréal. Publié d'abord en français, il devient bilingue après quelques numéros pour n'être publié qu'en anglais après quelque temps. Que ce soit à Québec ou à Montréal, une quinzaine d'autres journaux tenteront de survivre avec plus ou moins de succès tout au long des quarante années qui vont suivre.

Ce n'est qu'en 1817 que le premier journal de Trois-Rivières est publié. Ce journal représente, avec Le Canadien de Québec et L'Aurore de Montréal, l'ensemble des journaux français au Bas-Canada tandis qu'il existe au moins sept journaux de langue anglaise.

Au début du XIXe siècle, nous pouvons constater qu'il existe beaucoup de différences entre les journaux anglais et les journaux français. Les journaux anglais se vouent d'abord au soutien du commerce et de l'industrie. C'est pourquoi la publicité commerciale occupe la majeure partie d'un journal anglophone. Les journaux francophones, qui comportent généralement quatre pages, consacrent au moins une

page à des textes littéraires, une page à l'éditorial et aux nouvelles étrangères. Les deux autres pages se partagent les nouvelles du pays, les nouvelles régionales, la publicité et les avis publics.

Les journaux de cette époque ne jouissent pas de la liberté de presse que l'on reconnaît aujourd'hui comme un droit. Si un journal veut survivre pendant quelque temps, il doit appuyer le gouvernement. Un journal qui critiquerait trop violemment des politiques gouvernementales ou des personnes au pouvoir se verrait privé de l'importante source de revenus que procure la publication des avis officiels et des textes de lois. En effet, un journal ne pourrait pas survivre avec les seuls revenus que rapportent les abonnements car peu de gens savent lire et un seul exemplaire de journal peut fournir l'information à une vingtaine de familles. C'est ainsi qu'un journal peut être publié pendant quelques années avec, pour seul soutien, une centaine d'abonnés.

Le faible tirage d'un journal s'explique aussi par le mode d'impression. Les techniques d'imprimerie n'ayant que peu évolué depuis le 16^e siècle, on n'imprime encore qu'une feuille à la fois. On place une feuille sur une forme où sont disposés les caractères d'imprimerie, des tampons encrés sont ensuite pressés sur cette feuille avec une presse à vis actionnée manuellement. Et on recommence pour la feuille suivante...

On peut imaginer le temps et l'effort que demande l'impression d'un seul numéro de journal! Faisons le calcul: si l'on compte deux minutes par feuille, cela donne huit à dix minutes par exemplaire. En une heure, on imprime à peu près six exemplaires. Pour avoir 100 exemplaires, il faudrait travailler environ 16 heures ! On est loin de la technologie actuelle où, par exemple, au journal Le Nouvelliste, on peut imprimer environ 23 000 exemplaires de 30 pages en une heure! Il faudra attendre jusqu'au milieu du XIXe siècle pour profiter d'une méthode d'imprimerie plus rapide. Cette nouvelle méthode amènera en même temps une amélioration des caractères typographiques, ce qui rendra le journal plus facilement lisible.

Les premiers journaux des Trois-Rivières

Dans ce bref historique des journaux de la Mauricie, nous insisterons davantage sur le caractère et la vie des premiers journaux de Trois-Rivières. Ils sont d'une importance historique à plus d'un titre. Tous les journaux parus entre 1817 et 1827 ont été fondés par Ludger Duvernay. Cette période représente pour lui le début d'une prestigieuse carrière dans le journalisme, en même temps qu'elle montre l'évolution de l'engagement social d'un homme qui sera, tout au long de sa vie, au premier rang de nombreux combats pour la défense des droits des Canadiens-Français du Bas-Canada.

La publication des journaux en Mauricie a produit une masse considérable de documents sur une période de 170 ans. En effet, de 1817 à 1987, plus de 100 journaux ont été édités, ce qui représente des millions de pages et d'articles divers. Décrire en une centaine de pages une période aussi riche de notre histoire écrite tient de la gageure car raconter la vie des journaux en Mauricie, c'est aussi parler de tous les aspects de la vie quotidienne d'un peuple. Il nous a donc fallu nous restreindre aux aspects qui nous paraissaient les plus révélateurs et les plus intéressants pour un lecteur de notre époque, quitte à risquer de ne pas toujours faire les choix les plus judicieux.

L'époque Duvernay

Ludger Duvernay n'a que 18 ans lorsqu'en 1817 il publie, pour la première fois, la Gazette des Trois-Rivières. Il avait découvert et aimé le journalisme à Montréal alors que, depuis l'âge de 14 ans, il était typographe au journal Canadian Spectator.

Comme la plupart des propriétaires de journaux de l'époque, Duvernay est à la fois éditeur et rédacteur du journal, en plus d'être marchand-libraire. Son imprimerie était située au coin des rues Royale et Plaisante (notons que la rue Plaisante correspond à la partie de la rue Radisson que l'on retrouve aujourd'hui entre la rue Royale et la rue Sainte-Marie).

Bilingue, la Gazette des Trois-Rivières offre au moins les deux tiers de ses articles en français, les annonces et les avis étant généralement imprimés dans les deux langues. Les nouvelles régionales sont rares car les communications ne sont ni faciles ni rapides et les journaux ne possèdent pas de correspondants régionaux. Le rédacteur en chef est, le plus souvent, le seul rédacteur du journal. Tout au plus, sera-t-il aidé de collaborateurs occasionnels.

La Gazette des Trois-Rivières paraît au moins jusqu'en février 1821. C'est un journal sérieux, écrit selon les normes de l'époque. (On remarquera toutefois que l'orthographe de certains mots diffère de la norme moderne. Ainsi, on écrivait « voudroit » pour voudrait, « paroitra » pour paraîtra, « collége » pour collège, « angloise et françoise » pour anglaise et française. Il faut comprendre que ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle que la langue française s'est fixée pour devenir, du moins dans son orthographe, la langue que nous écrivons aujourd'hui.) Dans chaque numéro, on peut lire beaucoup de nouvelles de l'étranger. En été, chaque bateau en provenance de l'Europe rapporte les journaux de France et d'Angleterre et La Gazette, à l'exemple de tous les journaux, résume les faits politiques et les faits divers d'Europe avec parfois deux à trois mois de retard. On peut y suivre les péripéties des campagnes de Napoléon, la guerre en Espagne, tout événement politique d'importance mondiale et, régulièrement, un compte rendu des lois votées par le gouvernement britannique ou celui de la colonie.

En 1820 le Canada est une colonie sous la dépendance directe de l'Angleterre. Cette dépendance semble d'ailleurs assez bien acceptée de Ludger Duvernay puisque, dans son premier numéro, il promulgue sa fierté d'être sujet britannique. Cette affirmation peut surprendre si l'on considère les opinions qu'il défendra plus tard, notamment en 1828, au moment où, propriétaire de La Minerve, un journal de combat montréalais, Duvernay sera emprisonné pour avoir critiqué le gouvernement.

Fidèle sujet britannique, Duvernay est également un fervent catholique romain. Le 5 avril 1820, il annonce la parution d'un second journal: l'Ami de la Religion et du Roi. Ce journal subsiste à peine six mois. Il a toutefois des collaborateurs de prestige: l'abbé Cadieux, curé de Trois-Rivières, l'abbé Raimbault, curé de Nicolet, et un autre ecclésiastique, probablement le Grand Vicaire Noiseux, représentant à Trois-Rivières l'évêque du diocèse de Québec, qui signe ses articles d'un pseudonyme.

Le fait d'utiliser un pseudonyme est courant à l'époque. Il n'est pas coutume pour un journaliste de signer son nom véritable. Ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle que les « noms de plume » tendent à disparaître.

1823 : Fondation du constitutionnel

Ludger Duvernay, tout en exerçant la fonction d'inspecteur des ponts et des chemins, édite et rédige un nouveau journal à partir de mars 1823, Le Constitutionnel. Ce journal se différencie peu de son prédécesseur, La Gazette des Trois-Rivières. On y remarque beaucoup d'extraits des autres journaux canadiens. Les nouvelles de l'étranger constituent une partie tellement importante de chaque numéro que Duvernay diminue le format du journal pendant l'hiver. Il faut attendre que les bateaux reprennent les traversées pour recevoir les nouvelles d'Europe. On a cependant un compte rendu fidèle de toutes les lois votées au parlement du Bas-Canada. Au printemps 1824, le journal innove en publiant des gravures illustrant des bateaux et des maisons dans ses pages publicitaires. Le Constitutionnel cesse ses publications en 1825.

1826 : L'Argus, Journal Électorique

Publié du 30 août 1826 au 30 novembre 1826 et du 24 juillet 1827 au 11 mars 1828, l'Argus se déclare un journal politique.

Pour la première fois, Duvernay s'implique dans une élection par la voie d'un journal. La fondation de l'Argus a pour raison première l'élection d'un député à Trois-Rivières. Le journal appuie un candidat francophone résidant à Trois-Rivières, le candidat Dumoulin. Celui-ci fait la lutte au candidat Ogden, un résident de Montréal, qui occupe déjà un poste au gouvernement et qui possède une solide organisation à Trois-Rivières.

Le candidat Dumoulin ne sera pas élu mais pendant quatre mois, les lecteurs de l'Argus engageront des polémiques avec les organisateurs de deux candidats. Plus que dans les journaux précédents, Duvernay accepte de publier les écrits des lecteurs, le journal reproduit, semaines après semaines, des propos qui sont parfois à la limite de la bienséance.

Le 8 novembre 1826, Duvernay écrit qu'il prévoit pour bientôt la fin du journal. Les élections étant passées, le sujet est clos. Dans l'Argus, la plume de Duvernay aura été plus alerte, plus combative que dans La Gazette. Mieux, son raisonnement nous apparaît sensé et relativement modéré. Son écriture préfigure déjà le journalisme engagé qu'il pratiquera jusqu'à la fin de sa vie.

Dans ce même numéro du 8 novembre, il écrit en parlant de lui-même: « Au reste, si nous nous sommes quelquefois échauffés fortement dans nos paragraphes, l'on peut se convaincre, en les lisant, que le candidat élu à part, nous n'avons jamais attaqué avec virulence le parti COLLECTIVEMENT... »

En janvier 1827, Ludger Duvernay devient propriétaire du journal La Minerve à Montréal. Malheureusement, en quittant Trois-Rivières, il laisse la région sans journal.

L'époque des tâtonnements

Après l'Argus, il faut attendre jusqu'en 1830 pour voir naître un nouveau journal au moment où, dans l'atelier de Duvernay, Georges Stobbs devient à son tour libraire-imprimeur et se lance dans le monde du journalisme.

Son premier journal, The Christian Sentinel, se présente en 1830 comme le porte-parole de l'Anglo-Canadian Episcopal Church. D'abord journal religieux, The Christian Sentinel se veut aussi un journal populaire où des biographies, des nouvelles et des textes tirés de périodiques voisinent avec les sermons.

The Christian Sentinel vivra à peine un an. Il semble qu'en 1832, Stobbs ait publié un journal bilingue: la Gazette des Trois-Rivières. Mais faute d'abonnés, le journal disparaît après six mois de publication.

À une époque où les crises politiques et économiques se succèdent, Trois-Rivières n'aura plus de véritable journal jusqu'en 1846. Ainsi la rébellion des Patriotes et la crise qui la précède n'ont pu être discutées ou analysées dans les journaux trifluviens.

On peut noter, en 1843, la parution de quelques numéros d'un journal humoristique dirigé par un jeune homme de 17 ans, Jean-Baptiste Dorion. Avec l'aide de quelques étudiants du Séminaire de Nicolet, celui-ci a produit un journal satirique aux propos parfois trop radicaux, ce qui a déplu fortement aux représentants du pouvoir. Ce journal s'appelait Gros Jean l'Escogriffe.

Dorion est ce pamphlétaire dans l'âme que l'on surnommera plus tard « l'enfant terrible » et qui fondera, en 1844, l'Institut Canadien. Cet Institut, fréquenté par des jeunes intellectuels libéraux, deviendra tellement célèbre pour ses prises de position vitrioliques contre les conservateurs qu'en 1869, l'évêque de Montréal, Mgr Bourget, en condamnera les activités, refusant les sacrements et l'enterrement religieux à ceux qui continueront à en faire partie.

Le retour de la Gazette des Trois-Rivières

En 1846, Georges Stobbs récidive. Il reprend la publication de la Gazette des Trois-Rivières... après 14 ans d'interruption. Le 29 août 1847, le journal change de nom. Le Journal des Trois-Rivières remplace désormais la Gazette. Mais le nouveau journal est toujours imprimé par Georges Stobbs.

Il y a peu de changements dans la facture du journal, les collaborateurs demeurant les mêmes, le seul changement notable étant la tendance politique. Alors que la Gazette des Trois-Rivières était résolument patriote, le Journal des Trois-Rivières est plus modéré, tout en demeurant nationaliste. Le système scolaire étant en pleine réorganisation, le Journal émet son opinion sur le sujet et publie de nombreuses lettres de lecteurs. On remarque une augmentation des nouvelles régionales. Ce journal est publié jusqu'en décembre 1853. C'est la première fois qu'un journal trifluvien jouit d'une existence aussi longue. Nous ne reproduisons plus loin un éditorial au sujet du retour de Louis-Joseph Papineau à la politique. Pour mieux situer cet éditorial dans le contexte politique de l'époque, nous nous permettons un bref appel historique.

Qui était Louis-Joseph Papineau?

En 1815, L.-J. Papineau était chef du Parti Patriote et président de l'Assemblée. Il voulait défendre le droit des Canadiens à voter eux-mêmes leurs lois, ce que refusait le Parlement de Londres. Il continuera ainsi, tout au long de sa carrière, à réclamer pour le peuple le droit d'avoir des francophones pour diriger les Canadiens afin que ceux-ci contrôlent eux-mêmes les dépenses publiques. Évidemment, les Anglais s'opposaient à de telles demandes.

Orateur de grand talent, Papineau rassemble souvent des foules de plusieurs milliers de personnes. En 1837, malgré l'interdiction des manifestations publiques, Papineau dénonce en public les injustices du gouvernement Gosford et demande au peuple de boycotter tous les produits vendus par les marchands anglais. Alors que d'autres orateurs, dont Nelson, lancent des appels aux armes, Papineau continue toutefois à prôner une lutte pacifique.

En novembre 1837, Gosford émet des mandats d'arrêt contre vingt-six chefs patriotes, dont Papineau. Celui-ci s'enfuit aux États-Unis et la lutte armée commence. Cette lutte deviendra pour l'histoire la rébellion des Patriotes de 1837-1838.

À partir de février 1839, Papineau vit en exil en France. Il revient au pays en 1845, après avoir été amnistié. Bien que sollicité dès 1846 pour poursuivre sa carrière politique, ce n'est qu'en 1848 qu'il retourne à l'Assemblée comme député du comté de Saint-Maurice. Il demeure à l'Assemblée jusqu'en 1854. Alors âgé de soixante-huit ans, il se retire de la vie politique.

Ce bref rappel de la carrière de Louis-Joseph Papineau permettra de mieux comprendre le style d'implication politique de La Gazette des Trois-Rivières et la portée du souhait exprimé dans l'éditorial du jeudi 1^{er} octobre 1846.

Un embryon de stabilité

1852 : fondation de l'Ère Nouvelle

Pendant un an, la population de la région de Trois-Rivières bénéficie de deux journaux. En décembre 1852, alors que La Gazette des Trois-Rivières continue de paraître, William Henry Rowen fonde L'Ère Nouvelle. Il en partagera l'administration avec J. S. Bienvenue à partir de 1855. Dans son premier numéro, l'Ère Nouvelle fait un tour d'horizon de la situation économique régionale qui prévaut en 1852. Comme la plupart des articles de fond des journaux de l'époque, l'article couvre plus des trois quarts d'une page du journal. Nous reproduisons des extraits de cet article même si la qualité de l'impression du journal rend la lecture un peu difficile car l'analyse historique faite ici nous permet de nous situer rapidement dans cette époque.

Comme tous les autres journaux, L'Ère Nouvelle publie des romans-feuilletons, notamment, le désormais célèbre roman d'Antoine Gérin-Lajoie, Jean Rivard, défricheur. On peut comprendre que les lecteurs suivent avec intérêt les aventures de ce valeureux pionnier puisque le 3 mars 1864, deux ans après la première publication de la première partie, le journal annonce qu'à la demande de nombreux lecteurs, il publiera la suite du roman, Jean Rivard, économiste. Les lecteurs veulent savoir si, comme tant d'autres défricheurs, Jean Rivard n'avait pas tout abandonné après quelques années.

On remarque, dans L'Ère Nouvelle, une plus grande diversité des annonces. Indice d'un changement économique, le nombre des marchands qui s'annoncent augmente, les marchandises offertes se diversifient. On constate aussi que des mots anglais sont souvent présents dans la langue des journaux. Par exemple, on semble utiliser indifféremment le mot « steamer » ou le mot « vapeur » pour désigner les bateaux à vapeur. Nous avons choisi quelques exemples d'annonces afin d'illustrer les différents produits vendus dans les magasins. Nous pouvons, du même coup d'œil, apprécier le vocabulaire de l'époque. Ainsi, les vêtements prêt-à-porter étaient des « hardes faites », on vendait la cassonade en « Boucaut » et en « Quintal ».

L'Ère Nouvelle a comme collaborateur Benjamin Suite, un homme qui allait devenir l'un des plus grands historiens québécois du XIXe siècle. C'est par la voix de ce journal qu'en 1859, l'avocat A.L. Desaulniers, sous le pseudonyme « d'un père de famille », fait campagne pour prouver l'utilité d'un collège classique à Trois-Rivières. Le journal défend les opinions des conservateurs de 1858 à 1865, année où il cessera d'être publié.

1854 : fondation d'un journal de langue anglaise, The Inquirer

Ce journal appuie la politique des Torys. Bien qu'il soit peu différent des journaux francophones, on remarque que parfois la publicité peut couvrir les trois-quarts du journal. Le journal imprime le sigle des commerçants ou de certains produits. The Inquirer est publié jusqu'en 1861. De 1859 à 1861, le journal s'appelle The Inquirer and Three Rivers Commercial Advertiser.

Pendant quelques semaines, en 1854, Victor H. Pacaud publie Le Cultivateur Indépendant. C'est un journal démocrate qui appuie des réformes telles que l'abolition du système seigneurial et le suffrage universel. Les pages littéraires permettent de lire Victor Hugo.

DEUXIÈME PARTIE
LES JOURNAUX PARTISANS
1856 - 1908

Journaux

1860 1870 1880 1890 1900

L'ère Nouvelle 1852-1865

Le Bas Canada 1856

*

L'Écho du Saint-Maurice 1858-1859

**

La Gazette des Trois-Rivières 1860-1863

Le National 1861-1864

La Sentinelle 1862

*

Le Journal des Trois-Rivières 1865-1891

Le Constitutionnel 1868-1884

La Concorde 1869-1884

The Trifluvian Trader 1870-1891

The Lumberman and Three Rivers Écho 1870-1881

L'Éclair 1877

*

The Loop Line 1882-1884

Le Clairon 1884

*

La Sentinelle 1884-1886

La Paix 1887-1890

L'ère Nouvelle 1884-1885

**

La liberté 1884-1886

The New Era 1885

*

Le Trifluvien 1888-1909

L'indépendance Canadienne 1894-1896

* **

The Butler Journal 1894

*

The Canadian Democrat 1895

*

L'Éclair 1896-1900

L'Étoile 1900-1904 (?)

Le Courrier 1901-1903

The Herald 1901

*

L'Ami du Peuple 1901-1903

L'Intérêt Public 1904-1905

**

III. 1 - Les journaux trifluviens de 1856 à 1905

Changements dans la société

Depuis 1760, les Canadiens-français n'avaient maintenu que des contacts occasionnels avec la France. Quelques membres du clergé traversaient bien l'Atlantique de temps à autre pour acheter des manuels scolaires ou des pièces d'équipement de laboratoire destinées à l'enseignement des sciences. Dans l'autre sens, un certain nombre des membres du clergé français avaient émigré au début du XIXe siècle, chassés de leur mère-patrie par les dirigeants de la Révolution française. Mais à part quelques rares intellectuels originaux qui voyageaient vers la France ou vers le Canada, le clergé représentait le seul lien avec la culture française.

Plutôt de nature indépendante, la majorité des Canadiens-français s'est accommodée tant bien que mal de la domination anglaise. Ce peuple ayant pu conserver sa religion finissait par admettre, sous l'influence du clergé, que son sort devait être meilleur que celui des catholiques de France.

En 1844, Louis-Hippolyte Lafontaine fait accepter l'usage du français au Parlement. Cette victoire ne réduit pas pour autant les tensions entre anglophones et francophones. L'union du Bas et du Haut Canada ne satisfait personne et ce régime politique glisse rapidement vers une impasse. Différentes solutions politiques sont envisagées, de nouveaux partis politiques se forment ou se fusionnent.

Le journalisme se transforme

Témoin de ces tensions, la presse se transforme. Le journalisme d'information devient un journalisme d'idéologie politique et de revendication. À Trois-Rivières comme ailleurs, les hommes politiques auront désormais leur journal pour défendre leurs différents points de vue. Il y aura dorénavant des journaux conservateurs, plus ou moins influencés par le clergé, et des journaux libéraux, combattus par le clergé parce que les dirigeants libéraux prônent la séparation des pouvoirs du clergé de ceux de l'état.

Après 1850, certains chefs religieux, surtout les évêques de Montréal et de Trois-Rivières, défendront ardemment l'idée de la suprématie de l'Église sur le Gouvernement. Ce sont eux que l'on a appelés les Ultramontains.

Parmi les options politiques défendues dans la région trifluvienne, Georges Isidore Barthe innove en proposant l'indépendance du Bas-Canada. Alors que son frère publie en France « Le Canada Reconquis par la France », G.I. Barthe fonde à Trois-Rivières, en avril 1856, Le Bas-Canada, un journal qui pourrait être considéré comme le premier journal indépendantiste de Trois-Rivières. Le Bas-Canada ne paraîtra que six mois, l'imprimerie de Barthe étant détruite dans le grand incendie de novembre 1856. C'est un fait à noter que de grands incendies dévastateurs ont constamment modifié la physionomie de Trois-Rivières au cours des ans.

Le discours de Barthe, par la voie de son journal, est essentiellement un discours qui prône la libération du Bas-Canada de la tutelle de l'Angleterre. Quelques-uns des thèmes développés seront d'ailleurs repris par les indépendantistes québécois des années 1960-1970. Barthe anticipe le jour où le Bas-Canada deviendra protectorat français. De plus, il favorise l'immigration massive des Français au Bas-Canada et souhaite que les Canadiens-français se bâtissent un pays à l'image de la France.

Nul ne peut minimiser l'influence qu'aurait pu avoir ce journal s'il avait paru plus longtemps. Le Bas-Canada jouissait d'un tirage de 1000 exemplaires, ce qui est très respectable pour l'époque. De plus, la distribution était assurée par au moins 70 agents dans le Bas-Canada, trois aux États-Unis et 15 en France.

Dans les années 1850, Trois-Rivières vit une période de prospérité. Des banques s'installent, la construction des scieries importantes laisse présager le rôle futur de cette ville située au confluent du Saint-Maurice et du Saint-Laurent. Devinant cet avenir prometteur et voulant y participer, Georges Stobbs, qui possédait jusqu'en 1853 Le Journal des Trois-Rivières, fonde en 1858 un cinquième journal: L'Écho du Saint-Maurice.

L'Écho du Saint-Maurice est un hebdomadaire bilingue qui promeut le développement de la colonisation dans la Mauricie. Le journal élargira régulièrement le champ de ses préoccupations pour intéresser le lecteur aux intrigues politiques du Parlement. Le journal cesse de paraître le 21 janvier 1859.

Alors que L'Ère Nouvelle paraît régulièrement depuis 1852, une nouvelle Gazette Des Trois-Rivières est publiée à partir du 17 avril 1860. L'imprimerie, propriété de Calixte Levasseur, est située dans la rue Craig et sera détruite par le grand incendie de 1863.

Le début des années 1860 voit naître deux autres journaux dont on ne semble pas avoir conservé la collection. Il s'agit du National, qui paraît de 1861 à 1864 et de La Sentinelle, fondé en 1862 par Alfred-Norbert Provencher. Ce dernier journal ne paraîtra que quelques mois car en 1863, A.N. Provencher entre au journal. La Minerve. C'est ce même Alfred-Norbert Provencher qui, après une brillante carrière politique, deviendra, en 1885, le premier rédacteur en chef du journal La Presse de Montréal.

L'époque des ultramontains

Vers le milieu du XIXe siècle, l'Église du Québec essaie d'étendre ses pouvoirs à tous les niveaux. Elle tente même de subordonner le gouvernement à ses directives. On appellera ultramontains les membres du clergé et les laïcs qui défendront cette position. Le mot ultramontain serait né en France pendant la Révolution. Il aurait d'abord désigné les fidèles de la doctrine de l'Église de Rome (ultramontain signifie: au-delà des montagnes donc au-delà des Alpes). Au Québec, certains libéraux ont parodié cette définition en appelant ultramontains ceux qu'ils désignaient comme étant plus catholiques que le pape.

Le Journal des Trois-Rivières

Le 19 mai 1865 naît le premier journal ultramontain de Trois-Rivières, Le Journal des Trois-Rivières. Ce journal est un bi-hebdomadaire fondé par Honoré-R. Dufresne à Trois-Rivières. En 1866, Mafloire McLeod et P.-N. Martel rachètent le journal. En décembre 1872, P.-N. Martel vend le journal à Gédéon Désilets. Celui-ci s'associe avec ses frères Alfred, Pierre et Pétrus en 1876. Magloire McLeod sera le rédacteur en chef jusqu'en 1871 ; par la suite, c'est avec un comité de rédaction que Gédéon Désilets rédigera le journal.

Probablement pour la première fois à Trois-Rivières, un journal est inspiré et influencé directement par le clergé. Avec Le Journal des Trois-Rivières, nous assistons à un changement dans l'idéologie des journaux. Le Journal des Trois-Rivières devient un médium qui analyse les faits politiques selon le point de vue des Ultramontains et qui appuie les opinions émises par les hommes d'église lors des prédications en chaire.

À l'exemple de Mgr Bourget, évêque à Montréal, Mgr Cook, évêque de Trois-Rivières, défend la thèse de la suprématie de l'Église sur l'État. McLeod se montre un disciple soumis de Mgr Cook puis de son successeur, Mgr Laflèche. Par son journal, il lutte contre les courants modernes, s'attaquant surtout au libéralisme politique.

Le journal sera rempli d'articles tirés de textes des évêques et de mises en garde contre les libéraux. Rappelons qu'en 1867 Mgr Laflèche avise les curés de son diocèse qu'il y aurait imprudence et même péché à voter pour un candidat rouge. Le Journal des Trois-Rivières combattra spécialement Le Pays, journal libéral montréalais, qui dénonçait violemment l'ingérence du clergé dans la politique.

Toujours guidé par Mgr Cook et par Mgr Laflèche, le Journal des Trois-Rivières appuie le projet de Confédération canadienne. Le Journal demande aux Canadiens français de n'avoir aucune crainte face à ce nouveau projet car ce dernier ne peut lui apporter qu'un régime de paix, de liberté et de prospérité. Le Journal avance que le projet de Confédération éviterait tout danger d'annexion du Canada par les États-Unis, permettant ainsi aux Canadiens d'être maîtres chez eux.

C'est encore par Le Journal des Trois-Rivières qu'en 1868 Mgr Laflèche s'active au recrutement des zouaves pontificaux. Un des premiers à s'enrôler sera d'ailleurs Gédéon Désilets, futur propriétaire du Journal des Trois-Rivières. Le journal publiera avec beaucoup de détails l'arrivée et l'accueil des zouaves pontificaux à Rome.

Cinq ans après le début du journal, les frères Désilets impriment une feuille composée d'annonces commerciales destinées aux anglophones de la région. Le Trifluvian Trader paraîtra jusqu'en 1891, époque où, selon l'abbé Vallée, Gédéon Désilets devient inspecteur d'école.

Le Constitutionnel (1868-1884)

Dans l'ancien local de L'Ère Nouvelle, situé sur la rue Notre-Dame, près de la rue Saint-Antoine, T.E. Normand lance Le Constitutionnel le 4 juillet 1868. En mettant sur pied ce journal, T.E. Normand voulait avant tout faire la promotion des activités Constitutionnel consacre la moitié de ses pages aux annonces publicitaires. Rédigé par

des rédacteurs de qualité, Le Constitutionnel jouit rapidement d'une grande popularité dans toute la province.

Le Constitutionnel se veut aussi le défenseur de la nouvelle constitution de 1867. Bien qu'appuyant la politique des conservateurs, les opinions émises par les rédacteurs seront beaucoup plus modérées que celles émises par Le Journal des Trois-Rivières qui, nous l'avons vu, prônait un conservatisme extrême même pour l'époque. Vers 1880, le journal s'annonce d'ailleurs comme indépendant de tout parti politique.

Grâce aux talents de rédacteur d'Elzéar Gérin-Lajoie, le journal est écrit dans une langue châtiée. Les propos de ce rédacteur sont parfois satyriques mais toujours à propos, ce qui plaît aux lecteurs. Henri Vallée a écrit, dans son histoire des journaux trifluviens que Gérin-Lajoie « avait l'ironie brillante, le sarcasme facile, (...) et un grand talent pour l'argumentation. » (Vallée, 1933 p. 38)

Il semble que Le Constitutionnel publie, de 1870 à 1881, un journal anglais, The Lumberman and Three Rivers Echo. Nous possédons peu de détails sur ce journal.

L'Éclair

En 1877, paraît L'Éclair, journal rédigé par des étudiants en droit sous la direction de Philippe Duval et de Joseph Labonté. Ce journal ne vivra pas plus de six mois car ses fondateurs, forts de leur expérience, iront, dès mars 1878, fonder à Louiseville le Courrier de Maskinongé. C'est, comme nous le verrons plus loin, le premier journal de la région à être publié hors des limites de Trois-Rivières.

La décennie des journaux trifluviens.

L'époque située entre 1879 et 1888 pourrait prétendre au titre de décennie du journalisme à Trois-Rivières. Alors que Le Constitutionnel continue de paraître jusqu'en 1884 et le Journal des Trois-Rivières jusqu'en 1891, pas moins de sept journaux naîtront en moins de dix ans. La plupart des nouveaux journaux étant des porte-parole du parti libéral, ils viendront et s'en retourneront au gré des changements de gouvernement et des pouvoirs des responsables politiques locaux.

La stabilité dont semblent jouir les journaux conservateurs contraste avec l'apparition successive des différents journaux libéraux. Cette stabilité est due, comme nous l'avons vu, à l'influence et à la protection du clergé. L'évêque des Trois-Rivières n'a-t-il pas songé, vers 1868, à défendre aux fidèles la lecture des journaux libéraux « sous peine de refus des sacrements » (Voisine, 1980 : 121). En effet, le parti rouge, digne héritier des Patriotes de 1837, est toujours associé dans l'esprit du clergé trifluvien aux républicains de France, ces hommes qui ont fait la Révolution et déclenché là-bas un mouvement anti-clérical.

Les journaux libéraux souffrent d'une baisse d'abonnés chaque fois qu'un gouvernement provincial ou fédéral est dirigé par des conservateurs. Et lorsque les deux gouvernements sont en même temps conservateurs, c'est rapidement la misère et la disparition.

Sans tenter de faire de ce chapitre un cours d'histoire politique, nous essayerons toutefois de faire revivre cette époque par quelques extraits de journaux illustrant les

différentes querelles politiques. Ces extraits montrent aussi le début de l'ère moderne avec de nouvelles inventions, une augmentation des produits manufacturés, l'arrivée du syndicalisme et, surtout, le développement du transport ferroviaire.

La Concorde, 2 mai 1869 - 2 mai 1884.

Officiellement propriété d'une société par actions, il semble que le véritable propriétaire de La Concorde soit Arthur Turcotte. Élu député de Trois-Rivières alors qu'il était candidat indépendant, Arthur Turcotte accepte en 1878 de devenir l'orateur de la chambre sous un gouvernement libéral. Il est naturel que La Concorde devienne rapidement le défenseur des intérêts du parti libéral. La Concorde combat toutefois les idées extrémistes et répond avec violence lorsque le Journal des Trois-Rivières l'attaque sur les opinions religieuses de ses propriétaires. (Voir article du 9 Mai 1879: Notre couleur religieuse)

À partir de 1882, La Concorde publie une édition anglaise: The Loop Line. Les deux journaux disparaîtront en 1884 sans doute à cause de difficultés financières.

Jusqu'en 1883, Ernest Pacaud est le rédacteur en chef de La Concorde. Il quitte ce poste pour diriger L'Électeur, un journal de Québec. Notons ici qu'Ernest Pacaud devient célèbre en 1891 d'une bien triste manière: Pacaud est alors trésorier du parti de Mercier. Ce parti, reporté au pouvoir en 1890 pour un deuxième mandat, jouit d'une très grande popularité. En 1891, les adversaires de Mercier découvrent qu'Ernest Pacaud a encaissé 100 000\$, soit une partie de la subvention donnée à une compagnie pour construire le chemin de fer de la Baie des Chaleurs. Le scandale est si grand que le gouvernement est obligé de démissionner.

1884, l'année des changements

En 1884, Le Constitutionnel et La Concorde disparaissent. Le Journal des Trois-Rivières est plus puissant que jamais. Cependant, ces deux disparitions provoquent la création de trois nouveaux journaux francophones: La Sentinelle, L'Ère Nouvelle et La Liberté. Une autre feuille libérale, Le Clairon, paraît déjà depuis janvier et disparaît six mois après sa première publication.

Le Clairon

Ayant pour devise « Dieu, madame et mon pays », Le Clairon veut témoigner du culte qu'il voue au beau sexe à». Dans son premier numéro, Le Clairon proclame que la femme est un être moral supérieur à l'homme. Mais ses préoccupations « féministes » n'auront pas beaucoup d'échos dans les publications subséquentes. À part le Petit Courrier où quelques femmes peuvent s'exprimer, le journal est des plus conventionnels.

Bien qu'à tendance libérale, Le Clairon se dit indépendant des partis politiques. Il s'affiche comme un journal catholique romain plus patriote que partisan. On y note une abondance des nouvelles commerciales et financières, ce qui n'est pas très courant dans les journaux de l'époque. Comme les autres journaux, Le Clairon offre un « Résumé télégraphique » des nouvelles d'Outre-Mer.

On ne sait trop qui étaient les propriétaires du Clairon. À ce propos, Benjamin Suite aurait écrit que l'éditorialiste du Clairon était un confrère de classe qui n'avait pas trop

mal tourné. Le journal s'arrête le 11 juillet 1884, six mois après sa première publication.

Relance de l'Ère Nouvelle

On se souvient qu'en 1856 Georges-Isidore Barthe avait fondé un journal pour défendre l'idée de l'indépendance du Bas-Canada. Après l'incendie de ses ateliers, en novembre 1856, il fonda La Gazette de Sorel et devint plus tard un homme politique important. En 1884, G.I. Barthe revient au journalisme à Trois-Rivières pour relancer, avec deux associés, l'Ère Nouvelle, disparu depuis 20 ans.

Journal aux idées libérales plutôt modérées, l'Ère Nouvelle est un échec malgré la grande expérience de Barthe. Les libéraux préfèrent La Sentinelle qui, publié à partir d'août 1884 se montre beaucoup plus vindicative. « Moins bien élevée », La Sentinelle répond aux attentes des militants rouges qui en apprécient le ton acerbe et le langage imagé.

On peut se demander pourquoi les libéraux ont eu deux nouveaux journaux à six mois d'intervalle, il semble que des querelles internes soient à la source de l'apparition de La Sentinelle.

Quoi qu'il en soit, Barthe publie une feuille anglaise, The New Era, à partir de mai 1885 mais ce journal disparaît après quelques numéros.

La Sentinelle et La Paix, 2 août 1884 - 31 décembre 1890.

Exactement trois mois après la fin de La Concorde, naît à Trois-Rivières, un autre journal libéral: La Sentinelle. Celui-ci est officiellement la propriété de Louis-Napoléon Langevin et de William Chagnon mais des rumeurs veulent toutefois qu'Arthur Turcotte, l'ancien dirigeant de La Concorde, en soit le véritable propriétaire. Le journal est tellement violent dans sa charge contre les conservateurs ultramontains que Mgr Lafèche et Mgr Gravel en interdisent la publication vers 1886.

La même équipe reprend la publication du journal dès 1887, mais elle en change le nom: le journal s'appellera désormais La Paix. Le nom du journal laisse-t-il supposer que les propriétaires veulent faire la paix avec le clergé? Nous ne pouvons répondre. Si La Paix est plus modéré que La Sentinelle, l'équipe ne cessera pas d'attaquer ou de répondre aux attaques du Journal des Trois-Rivières (cf. article « Arrière charlatans »).

En 1888, M. C.J. Magnan, futur inspecteur des écoles catholiques, assiste le rédacteur en chef du journal La Paix. Il signe, entre autres, une série d'articles racontant l'histoire de l'école primaire.

La Paix paraît jusqu'en 1890. Elle doit constamment combattre l'opposition farouche des journaux conservateurs bien que Mercier soit au pouvoir. Le journal disparaîtra avant la débâcle du gouvernement Mercier. Les libéraux demeureront quatre ans sans journal pour défendre et promouvoir leur idéologie.

La Liberté

Finalement 1884 voit naître un dernier journal. Publié par les propriétaires du Canadien et de L'événement à Québec, le journal La Liberté est un quotidien conservateur rédigé pour Trois-Rivières, bien qu'imprimé à Québec. Ce journal couvre en détail l'affaire Riel et publie, entre autres feuilletons, les Contes de Maupassant. La publication de La Liberté cesse en novembre 1886.

Le Trifluvien 1888-1909

Pendant que le Journal des Trois-Rivières continue de défendre ardemment les intérêts des conservateurs ultramontains, Mgr Laflèche appuie, en 1888, la fondation d'un deuxième journal de même tendance, Le Trifluvien.

P.V. Ayotte, alors imprimeur-libraire, veut lui aussi contribuer à la diffusion d'une presse catholique tout en combattant « l'erreur libérale ». Il suffit de lire le prospectus du premier numéro pour bien comprendre ce qu'était l'erreur libérale (voir aux pages suivantes l'en-tête du premier numéro et le prospectus du 31 octobre 1888).

Il ne faut pas se moquer trop vite du ton d'un tel article, même s'il surprend le lecteur moderne. Les mœurs politiques et la foi catholique ont pris aujourd'hui un autre style et d'autres couleurs. Aussi, afin de mieux éclairer le jugement du lecteur d'aujourd'hui, voici un extrait du livre Les journaux trifluviens de 1817 à 1933 de l'abbé Vallée au sujet du Trifluvien :

« Le Trifluvien a duré vingt ans et eu une existence et des fortunes diverses. Supérieurement rédigé dès le début par des journalistes de carrière, il a occupé durant plusieurs années une des toutes premières places dans notre presse régionale. Dès l'origine jusqu'en 1900, il a été un journal de parti. Il était l'organe reconnu du parti conservateur dans le district des Trois-Rivières et il en a fait vigoureusement les luttes. Dans les premières années de sa publication - selon sans doute l'ardeur de ses convictions, l'importance des questions, et aussi, le tempérament de ses premiers rédacteurs - on a reproché, et non sans raison, au Trifluvien, une certaine violence dans le ton et les procédés de discussion... mais c'était un peu dans les coutumes de l'époque. » (Vallée, 1933 : 50)

Le Trifluvien décline en popularité lorsque les libéraux prennent le pouvoir à Québec et à Ottawa. C'est l'époque de Laurier. Le journal disparaît lors de la destruction du centre-ville de Trois-Rivières dans le grand incendie de 1908.

Figure marquante du journal, le rédacteur en chef Pierre McLeod a contribué à imprégner une qualité certaine dans la facture du Trifluvien. Son départ, en 1897, contribua peut-être autant au déclin du Trifluvien que la victoire libérale.

L'indépendance canadienne

Presque dix ans après la disparition de la deuxième édition de l'Ère Nouvelle, la fièvre du journalisme pousse Georges-Isidore Barthe à fonder un autre journal. On se souvient du journal Le Bas-Canada (1856), fondé pour promouvoir l'idée de l'indépendance du Bas-Canada sous un protectorat français.

Mûri sans doute par son expérience politique, sans pour autant oublier ses rêves de jeunesse, il publie l'Indépendance Canadienne en 1894. Ce journal constituera une

plate-forme pour diffuser un programme politique démontrant la faisabilité d'un projet de république canadienne à l'image de la France et des États-Unis. Statistiques à l'appui, Barthe démontre que notre population est suffisamment nombreuse, notre territoire plus que grand pour justifier une complète séparation de l'Angleterre, doublée d'un régime présidentiel. Le journal cesse sa publication en juin 1896.

En même temps qu'il publie l'Indépendance Canadienne, Barthe s'associe à Martin Butler pour publier The Butler Journal en 1894 et The Canadian Democrat en 1895. Ces deux publications n'ont connu qu'une existence très éphémère.

Selon l'abbé Vallée, Jean-Baptiste Meilleur Barthe, fils de Georges-Isidore, aurait tenté de ressusciter l'Indépendance Canadienne. Toutefois J.-B. Meilleur Barthe lui-même ne fait aucune mention de ce fait lorsqu'il rédige un historique des journaux trifluviens en 1903. On connaît ni l'influence, ni l'ampleur de la diffusion dont a joui ce journal.

L'époque de Laurier

On se souvient de toutes les difficultés qu'ont connues les premières feuilles libérales (voir La Concorde et La Paix) dans ce château-fort conservateur-ultramontain qu'est Trois-Rivières. En juin 1896, le libéral Wilfrid Laurier devient premier ministre du Canada. Les échos de cette victoire se répercutent jusque dans la presse trifluvienne.

À peine trois mois après cette victoire libérale, Edouard-Honoré Tellier fonde L'Éclair, journal partisan au service de Laurier. Tellier possède déjà l'Écho de Louiseville (journal conservateur qui devient libéral en 1896) et c'est aux ateliers de l'Écho qu'il imprimera L'Éclair. Le journal est publié jusqu'en 1900.

L'Étoile, 1900-1904 (?)

Un journal meurt, un autre naît. En mai 1900, Auguste et Octave Giguère, associés à Charles Trépanier, lancent L'Étoile, journal libéral. Bien que ce journal soit rédigé et imprimé à Louiseville, il couvre aussi Trois-Rivières. En partie financé par le parti libéral, L'Étoile ne se prive pas de ridiculiser Le Trifluvien, journal conservateur protégé par l'évêché. Dans l'Album illustré de Trois-Rivières, publié en 1903, Jean-Baptiste Meilleur Barthe écrit qu'en 1901 L'Étoile disparaît pour être remplacé par Le Courrier. D'après Beaulieu et Hamelin, ce journal paraît jusqu'en 1904 et aurait eu un tirage de mille copies dès ses débuts. (Beaulieu, Hamelin, tome 4 :114) Qui des deux fait erreur? Nous laissons à d'autres chercheurs le soin de préciser ce petit détail chronologique.

Selon l'abbé Vallée, Octave et Auguste Giguère forment, en 1901, la Compagnie d'Imprimerie des Trois-Rivières qui publie L'Étoile (déménagé de Louiseville), Le Courrier (octobre 1901-novembre 1902) et The Herald, publication anglophone qui n'aura que quelques numéros.

III. - 35 L'éditorial de l'Étoile attaque le journal conservateur Le Trifluvien. (L'Étoile, 11 mai 1900) Nous le reproduisons textuellement avec les erreurs d'orthographe.

UN HALLUCINE

Le Trifluvien revient à ses anciens clichés de « À bas les traitres » ; et autres (?).

Un quidam, qui, dans ses colonnes, signe Magdlah, jette sa bave impure

sur MM. Laurier et Tarte.

Il les présente comme des traîtres à leur race et répète pour prouver ses avancés, des mensonges que tous les journaux toriens ont publiés maintes fois.

Notre confrère est le réceptacle à tout mettre; nous n'avons pas été surpris de voir figurer dans ses colonnes l'article en question. Cet article est l'œuvre d'un halluciné, d'un fanatique, nourri des principes du torisme. Tout le monde sait que la conduite de sir W. Laurier à Londres, lors du soixantième anniversaire de notre gracieuse souveraine, a été louangée par tous les Canadiens bien-pensants et que le grand chef politique n'a rien trahi. Il a, par son attitude, jeté un lustre nouveau sur notre pays, mis le Canada en évidence.

Il faut être imbu d'idées rétrogrades, il faut professer une doctrine politique tout à fait plongée dans le fanatisme le plus avancé pour oser prétendre qu'à Londres, sir W. Laurier nous a trahi. Le Trifluvien qui a pris la résolution de mettre bas tout ce qui est canadien, s'en prend ensuite à M. Tarte.

Il met dans la bouche du ministre des Travaux Publics des paroles qu'il n'a jamais prononcées, et termine en suppliant ses lecteurs de chasser les libéraux du pouvoir. Oui, c'est là son grand désir, à ce cher confrère, de revenir au pouvoir se nourrir à même la ferme gouvernementale.

Mais ce n'est pas avec de pareilles sottises qu'il réussira à atteindre son but.

Avons-nous besoin de défendre M. Tarte? Non, et M. Laurier non plus.

Les insultes des hallucinés du « Trifluvien » n'atteignent pas ses compatriotes distingués qui, plus tard, figureront avec dignité parmi les illustres figures de notre galerie nationale.

Alors que l'Étoile défend les vertus libérales, la tendance politique du Courrier se tourne vers les conservateurs. A la lecture, on remarque que Le Courrier est d'abord un journal commercial: les annonces publicitaires occupent les deux tiers de chacun des numéros que nous avons feuilletés. Il est intéressant de déceler une nouvelle tendance dans ce journal. Avec Le Courrier, nous assistons au début de l'ère des pages féminines, ère qui se poursuivra d'ailleurs jusqu'aux années 1970, alors que pages et chroniques féminines se modifieront sous les pressions du courant féministe.

Mais revenons au Courrier de 1901. En plus des nouvelles régionales, des faits politiques provinciaux, on peut lire dans Le Courrier une chronique intitulée « Un coin du foyer » et on peut y admirer des gravures de mode à chaque numéro.

Dans Le Courrier, les articles traitant de politique se font beaucoup moins tonitruants que ceux parus dans les journaux partisans de ces dernières années. Nous retrouvons même une idée originale sur l'avenir politique et linguistique des états du nord de la Nouvelle-Angleterre. Nous reproduisons un éditorial du 4 novembre 1902, « Annexion ou Indépendance ». Après cette lecture, on serait tenté de changer le titre de cet éditorial pour « Comment, en 1900, on peut encore rêver de franciser la Nouvelle-Angleterre? ».

Le Courrier, éditorial du 4 novembre 1902 : Annexion ou Indépendance.

Rappelons brièvement ici l'immense mouvement d'immigration des Canadiens-français vers la Nouvelle-Angleterre. A partir de 1850, jusqu'en 1929, date où les États-Unis ferment leur frontière aux travailleurs québécois, le rêve d'une vie meilleure a provoqué l'exode de plus de 700 000 Canadiens-français vers les villes industrialisées du Maine, du New-Hampshire, du Massachusetts et du Rhode Island. La pauvreté, le manque de bonnes terres défrichées, l'attrait des villes, mais surtout les usines de textile où les salaires étaient meilleurs qu'ici, ont incité des familles entières à émigrer.

Malgré cette masse francophone, on peut comprendre aujourd'hui pourquoi le rêve de franciser cette partie de la Nouvelle-Angleterre était plus qu'irréaliste. Les francophones se sont fondus dans la masse des villes de la Nouvelle-Angleterre étaient majoritairement francophones.

L'Ami du peuple

On connaît peu de choses sur l'histoire de L'Ami du peuple, un hebdomadaire publié entre 1901 et 1903. Le premier numéro ne laisse toutefois pas de doute sur sa tendance politique. Le journal annonce, qu'étant l'organe du parti libéral, L'Ami du Peuple « sera à la disposition et à la portée de tous les politiciens qui voudront y exposer leur programme et leurs actes ».

Si on en juge par les numéros consultés, L'Ami du Peuple reçoit beaucoup d'encouragements des marchands de médicaments, pharmaciens ou autres: les annonces de remèdes occupent plus de la moitié des pages destinées à la publicité. Nous reproduisons un exemple de réclame publicitaire de ces pilules miraculeuses.

Comme les autres feuilles libérales, L'Ami du Peuple sera persécuté par Le Trifluvien. Tout comme ses prédécesseurs, L'Ami du Peuple attaquera ou se défendra contre les propos accusateurs, « la mauvaise foi, l'égoïsme, le peu de décence et de justice » qui, prétendent les rédacteurs de L'Ami du Peuple, inspirent trop souvent les écrits du Trifluvien.

Après 1901, il faut attendre en décembre 1904 pour voir apparaître un autre journal même si, en 1904, Laurier est réélu premier ministre pour un troisième mandat et qu'à Québec, les libéraux détiennent le pouvoir depuis 1897.

Avec la disparition de L'Étoile et de L'Ami du Peuple, les libéraux n'ont plus de journal local. Le seul journal vraiment implanté dans la population demeure Le Trifluvien, journal conservateur de P.V. Ayotte. Cependant, en décembre 1904, Gustave Vekeman, alors rédacteur en chef, quitte brusquement Le Trifluvien pour Même l'abbé Vallée, lorsqu'il écrit son histoire des journaux trifluviens, demeure totalement muet à propos de L'Intérêt Public. D'après Beaulieu et Hamelin, L'Intérêt Public serait un ancêtre du Bien Public. « L'Intérêt Public est né d'une querelle idéologique entre Le Trifluvien et l'un de ses rédacteurs, Gustave Vekeman. Mécontent des orientations conservatrices et des attaques bassement partisans, Vekeman se met au service de ce nouveau journal -ni rouge ni bleu- ».

L'Intérêt Public ne semble pas avoir suscité beaucoup « d'intérêt » chez les lecteurs de la région puisque nous ne connaissons pas de numéro publié après 1905. L'Intérêt Public aurait vécu six mois. Lorsqu'il était au Trifluvien, Vekeman signait des articles sous le pseudonyme de Jean des Érables et c'est sous ce nom qu'il écrivait parfois des textes pour le journal La Justice de Drummondville.

Un autre fait attire l'attention dans la courte existence de ce journal. On peut voir régulièrement quelques photos d'hommes politiques. Quant aux photos d'actualité, elles n'apparaîtront que beaucoup plus tard dans d'autres journaux. Enfin, L'Intérêt Public offre gratuitement à tous ses abonnés un exemplaire de « l'Album illustré des Trois-Rivières », publié par J.B. Meilleur-Barthes en 1903.

TROISIÈME PARTIE
À L'AUBE DU XX^e SIÈCLE
1908-1939

<u>Journaux</u>	<u>1910</u>	<u>1920</u>	<u>1930</u>	<u>1940</u>	<u>1950</u>	<u>1960</u>
Le Trifluvien 1908	*					
Le Nouveau Trois-Rivières 1908-1917	*****					
Le Bien Public 1909-1978	*****					
The Three Rivers News 1909-1912	****					
Le Courrier 1913-1917		****				
The New Commer 1914-1918		****				
Le Trifluvien 1917-1920		****				
The St-Maurice Valley Chronicle 1918-1970			*****			
Le Nouvelliste 1920-			*****			
Le Flambeau 1924-1925				**		
La Chronique de la Vallée 1929-1959				*****		
L'avenir du Cap 1935-1951				*****		
The Times 1936-1937 (?)				**		
Les Chenaux des Trois-Rivières 1938-1971					*****	

III. 42 - Les principaux journaux trifluviens de 1908 à 1944

Jean-Baptiste Meilleur-Barthe et Le Nouveau Trois-Rivières

Fils de Georges-Isidore Barthe et de Charlotte Meilleur, elle-même fille du docteur Jean-Baptiste Meilleur, auteur de nombreux manuels scolaires et premier semble avoir hérité de son père le goût de fonder des journaux. Après son aventure dans L'Indépendance Canadienne en 1896, Meilleur-Barthe publie pendant trois années consécutives (de 1896 à 1899) Le Journal de l'Exposition pendant les jours entourant l'exposition de Trois-Rivières.

Au début de 1908, sans doute pour se consacrer entièrement au journalisme, il achète Le Trifluvien. Ce journal, bien que moins populaire depuis quelques années, disparaît dans le grand incendie de 1908 qui détruit la majeure partie du secteur commercial de Trois-Rivières. Après cet incendie l'activité des marchands sera presque nulle, de nombreuses personnes seront sans travail et sans abri. La population devra rechercher à l'extérieur de la ville certains produits essentiels. Les ventes par catalogues risquant de remplacer les magasins disparus, il faudra que les commerces se réimplantent rapidement, avant que les clients ne changent leurs habitudes mais surtout parce que Trois-Rivières se doit de relancer sa vie économique.

Toutes ces raisons motivent Meilleur-Barthe à fonder Le Nouveau Trois-Rivières qui sera publié à peine trois semaines après la perte de son imprimerie. Pendant la première année de son existence, Le Nouveau Trois-Rivières est imprimé à Québec. En juillet 1909, Meilleur-Barthe achète une presse qu'il installe rue Craig. C'est dans cette rue qu'on avait imprimé Le Constitutionnel de T.E. Normand et L'Ère Nouvelle de G.I. Barthe.

Bien que l'hebdomadaire paraisse jusqu'en 1917, son tirage connaît un déclin aussi rapide que sa montée. D'après Beaulieu et Hamelin, le tirage du Nouveau Trois-Rivières, qui n'était que de 750 copies en 1909, grimpe à 5000 copies en 1911 (année des élections) pour redescendre à 850 en 1913.

En 1908, Le Trifluvien étant l'unique journal de Trois-Rivières, aucun journal local n'a donc pu faire de compte rendu du grand incendie. Dans le premier numéro du Nouveau Trois-Rivières, Meilleur-Barthe offre à ses lecteurs un choix d'articles publiés par d'autres journaux au lendemain de cette catastrophe. Croyant que ces articles intéresseront les lecteurs d'aujourd'hui, nous reproduisons en entier ces derniers, parus dans Le Nouveau Trois-Rivières du 17 juillet 1908.

Une visite au parc Champlain (situé au coin de la rue Royale et de la rue Bonaventure) permettra au lecteur de compléter son information. Là, de nombreuses photos du centre-ville en cendres sont exposées en permanence, en face de la cathédrale de Trois-Rivières.

Le Bien Public

Parler du Bien Public, tenter d'écrire en quelques paragraphes l'histoire de ce « monument » du journalisme à Trois-Rivières, est un acte téméraire qui nous oblige à faire preuve d'humilité. Comme nous souhaiterions que nos talents de rédactrice se rapprochent des qualités des nombreux collaborateurs de ce journal publié pendant 70 ans!

Fondé en 1909 par Joseph Barnard et Mgr François-Xavier Cloutier, évêque de Trois-Rivières, Le Bien Public est un hebdomadaire créé pour remplacer Le Trifluvien en tant qu'organe de presse catholique. Même s'il défend des idées conservatrices, Le Bien

Public n'a jamais, semble-t-il, plongé dans les basses querelles politiques de ses prédécesseurs.

Le Bien Public s'est cependant opposé publiquement à la conscription lors de la première guerre mondiale. Ainsi, le 12 juillet 1917, Le Bien Public commente en ces termes le vote en deuxième lecture de la conscription.

Le Québec « n'a donné que huit voix en faveur du bill néfaste, celles des cinq députés anglophones ... et trois voix de députés canadiens-français: MM. Blondin, Sévigny, Rainville. Ces trois noms sont à retenir. Tous les autres canadiens-français, rouges et bleus, soit 45, ont voté contre la conscription, et fait bravement leur devoir. Honneur à eux ! »

L'écho du Saint-Maurice et dans La Semaine, voir les journaux de Shawinigan Grand-Mère pour plus de détails.

Les qualités d'information et de rédaction du Bien Public n'ont cependant pas fait sa fortune. Malgré ses nombreux et talentueux collaborateurs, le journal survit en accumulant les déficits.

En 1933, « l'évêché décide d'en suspendre la publication. Les autorités ecclésiastiques hésitent à le vendre, de peur qu'il ne tombe entre de mauvaises mains. Mgr Albert Tessier aurait alors suggéré à l'évêque de l'offrir gratuitement à deux jeunes écrivains Raymond Douville et Clément Marchand. En retour, ceux-ci promettent de continuer le journal dans le même esprit.» (Beaulieu et Hamelin, 1979 tome IV : 311)

Maître à penser du Bien Public, l'abbé Tessier, à l'aube lui aussi d'une brillante carrière, sera la bougie d'allumage d'une nouvelle époque, d'une renaissance de ce journal. Il guidera les deux jeunes hommes et demeurera un des plus fidèles collaborateurs de l'hebdomadaire.

Douville et Marchand créent la Compagnie du Bien Public et s'attaquent à leur nouvelle tâche. Sous l'ancienne direction, celle de Barnard, le journal apparaissait terne; ne s'impliquant rarement dans des querelles politiques, il semblait à plusieurs moins intéressant que ses concurrents. Sous l'administration Douville-Marchand, le journal se transforme en un tabloïd d'une quinzaine de pages. Les nouveaux propriétaires conservent le nom du journal en même temps qu'ils souscrivent aux objectifs premiers du Bien Public: le journal continuera de se préoccuper des questions sociales et des problèmes syndicaux selon les préceptes de la religion catholique. Le nouveau Bien Public se donne en plus comme mission de revaloriser l'idéal québécois. Débordant la région, la préoccupation du Bien Public s'étendra à tout le Québec.

Peu à peu le journal deviendra plus accrocheur grâce à l'ajout d'illustrations et de photographies. Journal d'information, d'histoire et de littérature, le Bien Public se distingue par la qualité de l'écriture des nombreux collaborateurs, écriture qui suscitera plus tard l'intérêt des spécialistes de littérature québécoise.

Au début des années cinquante, les directeurs du Bien Public feront quelques sorties contre l'administration du maire de Trois-Rivières, J. A. Mongrain. Leur franc parler leur causera même quelques tracas qui trouveront leur conclusion dans une poursuite en justice.

En relisant aujourd'hui les pages du Bien Public, on constate que les chroniques sur la famille demeurent un vibrant témoignage de l'évolution de l'idéologie québécoise au cours des ans. Les pages d'histoire passionnent encore de nombreux amateurs et on remarque enfin l'importance que les nouvelles régionales ont toujours eue pour les rédacteurs du Bien Public.

En 1959, Raymond Douville réoriente sa carrière. Clément Marchand assume seul la direction de la compagnie. Ce n'est qu'en 1978 qu'il vendra l'imprimerie et l'édition du Bien Public à Claude Létourneau, un ancien travailleur de la compagnie. Le journal disparaît et M. Létourneau, toujours propriétaire, se spécialise aujourd'hui dans l'édition et l'imprimerie commerciale.

Six mois après la fondation du Bien Public, une nouvelle publication voit le jour: The Three Rivers News. Nous ne connaissons presque rien de ce petit journal sinon que M. Charles G. Ogden, un avocat demeurant rue Bonaventure en était propriétaire. Le journal disparaît en 1912.

Le Courrier

En 1911, les conservateurs battaient le Premier Ministre Laurier à Ottawa. Comme le Bien Public refusait par principe de s'impliquer dans une politique partisane, un nouveau journal de tendance conservatrice sera lancé peu après le changement de gouvernement. C'est ainsi que dès 1913, un groupe de jeunes conservateurs se forme pour constituer un capital de 20 000\$ et fonde la Compagnie d'Imprimerie et de Publicité. Celle-ci publie Le Courrier tout en se défendant bien de faire de ce dernier un journal de propagande du parti conservateur. Cependant, Le Courrier entretient régulièrement des polémiques avec Le Nouveau Trois-Rivières (journal libéral) et quelquefois avec Le Bien Public.

Rappelons que depuis 1914 nous sommes en temps de guerre. En juillet 1917, les trifluviens vivent, comme tous les québécois, à l'heure de la conscription, imposée par le gouvernement conservateur de J. L. Borden. La conscription imposant l'enrôlement pour tous les hommes célibataires de 20 à 35 ans, le parti conservateur devient très rapidement impopulaire et les abonnés du Courrier, de plus en plus rares. Fortement endetté, le journal cesse de paraître à peine un mois après le vote de l'enrôlement obligatoire.

Un second Trifluvien

De 1917 à 1920, un hebdomadaire libéral, Le Trifluvien, fondé pour remplacer Le Nouveau Trois-Rivières, est dirigé par l'avocat J. A. Cambray. En 1920, Cambray vend ses installations à J. H. Fortier qui fonde Le Nouvelliste. Nous ne pouvons donner plus d'informations sur ce journal car la collection déposée au Séminaire de Trois-Rivières a disparu il y a quelques années.

The Saint-Maurice Valley Chronicle, 1918-1970

Parmi toutes les publications mauriciennes de langue anglaise, aucune n'a rejoint en qualité et en longévité The Saint-Maurice Valley Chronicle. Publié pendant 52 ans, l'hebdomadaire maintient un tirage d'environ 4000 copies. Intéressant, sérieux et rédigé avec soin, The Saint-Maurice Valley Chronicle jouit d'une grande popularité auprès de la population anglophone de la région. Agréables à lire parce que régulièrement accompagnés de photos, les articles traitent autant de politique nationale qu'internationale, même si c'est vers la région que se dirigent les premiers intérêts du

journal.

En 1914, le révérend J.Aitken Clarck fonde The New Commer. Cette publication se veut une chronique de la vie et des œuvres de la communauté presbytérienne de la paroisse Saint-Andrew. Cette chronique a rapidement évolué pour devenir, dès 1918, un hebdomadaire de fin de semaine: The Saint-Maurice Valley Chronicle.

Pendant les élections fédérales de 1921, ce journal affiche régulièrement, à des points stratégiques, des communiqués sur les progrès de la campagne électorale. Il espère ainsi concurrencer un nouveau journal: Le Nouvelliste.

À partir de 1922, The Saint-Maurice Chronicle se préoccupe surtout de politique municipale. En 1924, il dénonce un déficit de 165 000\$ dans l'administration de la ville des Trois-Rivières. Devant la Chambre de Commerce, « l'Imperial Trade Commissioner », le maire Bettez, attaque violemment les rédacteurs du journal et les accuse de dénaturer les faits. Le journal contre-attaque et engage une polémique avec Bettez.

Le 17 août 1944, The Saint-Maurice Valley Chronicle publie un supplément de 44 pages pour souligner le 25^e anniversaire de la fondation du journal. Véritable histoire de 25 ans de progrès dans la région mauricienne, ce supplément, abondamment illustré, permet de capter en quelques minutes l'importance de l'évolution industrielle, commerciale et culturelle de la région pendant la première moitié du XX^e siècle.

Nous présentons 4 photos extraites de ce supplément montrant les rues Des Forges et Notre-Dame en 1919 et en 1944. En 1919, on remarque des tramways, remplacés en 1944 par des autobus. Les voitures sont beaucoup plus nombreuses en 1944 et on peut reconnaître dans le bas de la photo de la rue Des Forges, un feu de circulation, absent de la photo de 1919.

La photo de la rue Notre-Dame en 1944 retient l'attention par les affiches en anglais. À gauche, on remarque l'hôtel Saint-Louis qui annonce « main entrance ». Juste devant cette enseigne, l'inscription « shoes » peut laisser croire aux lecteurs non prévenus que la population trifluvienne de 1944 est en majorité anglophone.

Le Nouvelliste 1920-

« Le Nouvelliste fut fondé pour répondre à une nécessité commerciale » (Fernand Gagnon, Le Nouvelliste, cahier spécial du 50^e anniversaire, 31 octobre 1970, p. 38).

En 1970, M. Joseph-Herman Fortier, fondateur du Nouvelliste, est âgé de 95 ans. À un journaliste qui prépare un article pour le 50^e anniversaire du journal, il raconte les débuts de ce journal. Nous proposons ici un résumé de cet article signé par Fernand Gagnon.

M. Fortier a 45 ans lorsqu'il se lance dans cette aventure. Alors propriétaire de la chaîne de magasins P.T. Légaré, dont un de ceux-ci est situé à Trois-Rivières, M. Fortier ressent le besoin d'une bonne publicité pour mousser ses ventes de meubles et de machines aratoires. Pourquoi ne pas fonder un nouveau quotidien? M. Fortier croit qu'en même temps son journal peut profiter aux autres commerces.

Il achète l'imprimerie de J.A. Cambray où était publié Le Trifluvien mais une grande partie de son équipement provient de L'Événement, journal de Québec dont il est copropriétaire. Seul à investir des fonds dans le journal, c'est toutefois sur les conseils du directeur de La Tribune de Sherbrooke qu'il embauche Romuald Bourque comme directeur-gérant et Émile Jean comme rédacteur en chef. En 1923, Bourque quitte son poste et Émile Jean, âgé de 24 ans, lui succède. M. Jean dirigera Le Nouvelliste au cours des 30 prochaines années. Aux yeux des trifluviens, Émile Jean incarnera le père du Nouvelliste si bien que la plupart des gens croient qu'il en est le véritable propriétaire.

En 1935, la crise économique atteint la compagnie P.T. Légaré et les magasins de J.H. Fortier tombent en faillite. Le Nouvelliste est vendu à Jacob Nicol, ami de J.H. Fortier, déjà propriétaire de trois autres quotidiens: Le Soleil et L'Événement à Québec, La Tribune à Sherbrooke.

Afin de ne pas entrer en concurrence avec ses autres quotidiens régionaux, Jacob Nicol freine l'expansion territoriale du Nouvelliste. Malgré ce fait, Émile Jean fait prospérer le journal: de 1935 à 1950, le pourcentage de publicité passe de 20% à 50% des pages du journal. Son travail sera d'ailleurs reconnu dans tout le pays puisqu'en 1946 l'Association des Annonceurs du Canada lui décerne la Médaille d'Or. Cette Médaille d'Or est offerte chaque année à un éditeur ou un représentant des arts graphiques dont la contribution à l'art publicitaire a été estimée la plus remarquable.

Jacob Nicol défend des idées libérales et certaines prises de position du journal ne sont pas appréciées de Maurice Duplessis, alors député de Trois-Rivières et premier ministre du Québec à partir de 1944. Certains commerces ont quelques scrupules à s'annoncer dans un journal dont le propriétaire n'affiche pas les couleurs politiques de leur ami Maurice Duplessis.

En 1951, Nicol vend Le Nouvelliste à Honoré Dansereau. Pour cet homme, devenir propriétaire d'un journal, c'est concrétiser un rêve de jeunesse. Son fils Pierre sera vice-président du journal jusqu'à la mort de son père. À partir de ce jour, il assumera la présidence jusqu'à la vente du journal, survenue en 1968, aux journaux Trans-Canada de Paul Desmarais.

Sous la direction des Dansereau, Le Nouvelliste reçoit une implusion de modernisme qui permettra au tirage d'atteindre un tirage de 46 102 copies en 1968 alors qu'il n'était que de 24 803 en 1961.

Dans un numéro spécial, publié le 25 octobre 1980, le journaliste Claude Héroux retrace, sous le titre « Déménagements peu fréquents », l'historique des locaux utilisés par Le Nouvelliste. M. Héroux raconte qu'en 1920, le journal était logé dans une vieille bâtisse de la rue du Platon, « immeuble rasé par le feu en 1908, rafistolé tant bien que mal (...) (qui) n'était qu'une glacière.» L'hiver, « la publication du journal se faisait souvent avec des retards appréciables, alors que la gélatine des rouleaux de la presse gelait.» Quatre ans plus tard, Le Nouvelliste déménage rue Sainte-Marguerite, près de la rue Saint-Stanislas. Enfin, Le Nouvelliste emménage rue Saint-Georges en 1951.

Les premiers numéros du Nouvelliste présentent cet aspect austère commun à presque tous les journaux de l'époque. Témoin, cette première page du premier numéro, en 1920, qui fut reproduite dans le numéro du 50^e anniversaire, le 31 octobre 1970.

En feuilletant les premiers numéros, on conclut que seules les pages des petites annonces (appelées annonces classifiées) n'ont subi que peu de changements. Il n'était pas coutume, au début, d'accompagner de photographies les nouvelles d'actualité. Seules quelques personnalités du monde politique international avaient l'honneur de voir leur photographie publiée dans le journal. Une exception cependant: les chroniques sportives où les lecteurs ont droit à quelques rares photos de leurs vedettes.

Le 14 Avril 1923, Le Nouvelliste publie une édition spéciale sur les automobiles.

À partir de 1937, Le Nouvelliste reçoit directement de La Presse Canadienne les nouvelles sur télétype. Et c'est par cette voix que les nouvelles parviendront d'Outre-Mer pendant la Deuxième Guerre Mondiale.

Le Flambeau 1924-1925

En 1924, l'avocat Jean-Marie Bureau et Paul Dupuis fondent la compagnie du Flambeau et publient, à partir du 30 avril, un hebdomadaire libéral: Le Flambeau. Le journal cessera de paraître en 1925.

La Chronique de la Vallée 1929-1959

The Saint-Maurice Valley Chronicle est publié depuis plus de dix ans lorsque ses propriétaires publient une édition en langue française, la Chronique de la Vallée. La Chronique est aussi soignée que l'édition anglaise et ses articles ne traitent pas nécessairement des mêmes sujets. Elle n'est pas, comme nous aurions pu le croire, une traduction française de l'édition anglaise. En plus des nouvelles régionales et internationales, chaque numéro offre une page d'histoire. Dans les années 40, Cousine Blanche dirige « la colonne de beauté », une chronique hebdomadaire traitant de tous les aspects de l'esthétique du corps humain.

Plus tard, vers 1950, Jeanne L'Archevêque-Duguay y signe un billet hebdomadaire traitant de la vie familiale.

En 1959, la Chronique de la Vallée annonce un arrêt temporaire pour des fins de réorganisation et cet arrêt temporaire deviendra définitif.

The Times

Un exemplaire récemment retrouvé d'un hebdomadaire anglophone portant le nom de Times nous informe que ce journal a été publié en 1936 et 1937 par C.E. Labranche et imprimé au Trois-Rivières Printing, dans la rue Saint-Pierre à Trois-Rivières. Malheureusement nous n'avons pas retrouvé de détails supplémentaires sur l'histoire de ce journal.

Les Chenaux des Trois-Rivières

De 1938-1971, M. J.A. Foucher a publié, de Shawinigan, plusieurs hebdomadaires régionaux. Les Chenaux des Trois-Rivières est un de ceux-là. (Voir la description du journal Les Chutes dans la section Shawinigan, Grand-Mère).

Traversons maintenant le Saint-Maurice pour la suite de notre histoire. Jusqu'en 1935, la population du Cap-de-la-Madeleine n'a eu aucun journal consacré spécifiquement à la vie de sa municipalité. À cette date, M. Roméo Morissette,

maire du Cap-de-la-Madeleine, fonde L'Avenir, un journal qui lui permettra de transmettre ses vues sur les activités de sa municipalité. Après quelques changements de propriétaires, le journal est acheté par J.A. Mongrain en 1951. L'Avenir du Cap s'appellera désormais L'Avenir de la Mauricie et défendra les politiques du conseil municipal de Trois-Rivières, M. J.A. Mongrain étant alors maire de Trois-Rivières.

L'Avenir de la Mauricie sera, en même temps, un critique assidu de l'Union nationale. Mais ceci se passera après 1951. Avant, les Québécois devront vivre les années de guerre. Nous verrons donc plus loin, dans le chapitre sur les journaux d'après-guerre, l'histoire de L'Avenir du Cap et de la Mauricie.

QUATRIÈME PARTIE
LA GUERRE DE 1939 - 1945
DANS LES JOURNAUX TRIFLUVIENS

Journaux

1919 20 1930 1940 1950 1960 1970 1980

Le Bien Public 1909-1978	*****
The St-Maurice Valley Chronicle 1918-1970	*****
Le Nouvelliste 1920-	*****
La Chronique de la Vallée 1929-1951	*****
L'avenir du Cap 1935-1951	*****
Les Chenaux des Trois-Rivières 1938-1971	*****
Nos Droits 1948-1964	*****
L'avenir de la Mauricie 1951-1953 (?)	***

III. 56 - Les journaux trifluviens actifs pendant la période 1945-1959

À partir de 1939, Le Nouvelliste, Le Bien Public et La Chronique de la Vallée, tout comme les divers journaux du Canada, doivent se mettre au service du gouvernement en tant qu'instrument de propagande. Le gouvernement doit faire accepter aux Canadiens leur participation active, autant humaine que financière, dans la guerre qui sévit en Europe. En effet, pour les Québécois, cette guerre est d'abord la guerre des autres que le gouvernement organise, installe et impose de force dans leur vie. Par les journaux et peut-être davantage par la radio, on apprend que la civilisation chrétienne est de plus en plus menacée, les Allemands de plus en plus barbares, et les Anglais de plus en plus héroïques.

Malgré ses charges répétées, cette propagande, trop peu efficace à motiver un peuple, va changer de cap: en 1941, ce n'est plus pour défendre l'Angleterre ou la France que les hommes doivent s'enrôler, c'est pour défendre leur propre pays, leur famille et leur liberté.

Les femmes seront désormais habilitées à pratiquer la soudure, elles deviendront tout-à-coup capables de faire des montages de pièces mécaniques. Si auparavant la femme avait pour devoir exclusif le bonheur de sa famille, elle a maintenant le devoir de fabriquer des armes. La vie culturelle de tous les Québécois est colorée par la propagande politique. Les organes d'information doivent se soumettre aux lois de la censure de guerre.

Dans les années 40, les informations de la presse écrite portent sur la guerre, les industries sont au service de l'armée, les commerces assujettis au rationnement et, enfin, la vie politique n'entend qu'un discours: l'enregistrement des volontaires et la peur de la conscription.

Tous les journaux et les postes de radio diffusent des nouvelles des combats en Europe tout en demeurant relativement muets sur les activités militaires en terre canadienne. Les journaux subissent la censure de guerre. Ainsi certains renseignements tels l'heure des marées et les prévisions de la météo ne peuvent plus être diffusés.

Parce que les Québécois refusent de participer à la guerre des autres qui, pour eux, est celle des Anglais d'Angleterre, les médias reproduiront, à pleines pages, chroniques, discours et exhortations de tous les hauts personnages catholiques de France; les appels de propagande britannique sont instantanément traduits et retransmis au peuple du Québec.

Les trois journaux francophones publiés à Trois-Rivières sont donc entraînés dans ce grand tourbillon de propagande et leurs pages ne se différencient presque plus les unes des autres. Jour après jour, semaine après semaine, leurs pages se couvrent d'avis, d'annonces et d'appels identiques. Quel que soit le journal, l'homogénéité est de règle dans la reproduction des articles des agences de presse, des textes de propagande dictés par Ottawa. C'est pourquoi nous reproduisons, dans les pages qui suivent, des annonces parues de 1939 à 1945 dans divers journaux de la région sans toujours en identifier la provenance.

Avant la conscription, les annonces d'enrôlement volontaire remplacent les nouvelles régionales et les directives de rationnement ou de recyclage sont omniprésentes dans tous les journaux. Ces derniers publieront en plus des articles, des appels pour inciter les gens à prêter leur argent au gouvernement. Les Bons de la Victoire (ces ancêtres des Obligations d'Épargne) permettront au gouvernement de financer la production du matériel de guerre, le salaire et l'envoi des soldats en Angleterre.

Les annonces que nous reproduisons, ci-après, ont paru dans les différents journaux de la région entre 1939 et 1946.

CINQUIÈME PARTIE
LES JOURNAUX TRIFLUVIENS
AU TEMPS DE DUPLESSIS

En 1951, Maurice Duplessis, chef de l'Union nationale et député de Trois-Rivières, règne en maître sur le Québec depuis 1944. En face de lui, se dresse J.A. Mongrain, un libéral, maire de Trois-Rivières depuis 1949. L'opposition entre les idées politiques des deux hommes se développera davantage lorsque J.A. Mongrain achètera L'Avenir du Cap jusqu'alors publié pour la population du Cap-de-la-Madeleine.

L'Avenir du Cap 1935-1951

L'Avenir de la Mauricie 1951-1953

Nous avons vu, à la fin de la troisième partie, qu'en 1935 M. Roméo Morissette avait fondé le premier journal destiné à la population du Cap-de-la-Madeleine. Après quelques changements de propriétaires, L'Avenir du Cap change de nom et devient L'Avenir de la Mauricie en 1951 lorsque J.A. Mongrain en devient propriétaire. On a dit que J.A. Mongrain, militant libéral, avait voulu concurrencer le journal Nos Droits que Maurice Bellemare, député de Champlain, avait fondé en 1948 pour promouvoir les réalisations de l'Union nationale.

Nous reproduisons l'histoire de L'Avenir du Cap publiée par l'Avenir de la Mauricie dans l'édition du 22 mai 1952. En même temps qu'il rédige l'histoire de L'Avenir, l'auteur de l'article décrit plus d'une page de l'histoire locale.

Le 22 mai 1952, Duplessis annonce la dissolution de la Chambre; des élections sont prévues pour le 16 juillet. Le 5 juin 1952, la première page de L'Avenir titre en manchette: MONGRAIN CONTRE DUPLESSIS.

Cette campagne électorale demeure mémorable dans l'histoire politique de Trois-Rivières et un certain nombre de nos lecteurs l'ont probablement encore présente à l'esprit. Rapidement, J.A. Mongrain devient l'une des vedettes de l'équipe libérale. Conrad Black a écrit que G.E. Lapalme, le chef du parti libéral, « salua en M. Mongrain l'homme qui s'est levé le premier pour résister à la dictature de l'Union nationale » (Black, 1977 tome 2 : 103).

Mais Duplessis n'allait pas se laisser faire par Mongrain. Nous citons encore M. Black qui en page 107 du même tome écrit: « À la veille des élections, on lisait en première page du Devoir: « Les fiers-à-bras commencent leur travail ». L'article racontait trois incidents: la disparition d'un camion qui transportait le journal de Mongrain, l'entrée par effraction au domicile de Mongrain et, finalement, le saccage d'une salle qui servait de lieu de rencontre à un comité libéral. »

Un maire de Trois-Rivières, si populaire et si fougueux soit-il, ne pouvait pas, en 1952, vaincre Duplessis. Le « Chef », si adulé dans sa région, ne pouvait que sortir gagnant de cette élection. Mongrain n'en continuera pas moins sa carrière politique en tant que maire jusqu'en 1953. De 1951 à 1953, il défendra, par le biais de l'Avenir, les intérêts du parti de l'opposition, dénonçant les scandales politiques, le patronage et la corruption, qui, selon lui, se cachaient derrière les réalisations de l'Union nationale. Par contre, son journal servira à promouvoir les actions du conseil municipal auprès de la population trifluvienne.

Le 19 septembre 1953, L'Avenir annonce que J.A. Mongrain ne renouvellera pas son mandat de maire de Trois-Rivières et le 7 novembre 1953, J.A. Mongrain écrit qu'il arrête les publications de L'Avenir de la Mauricie.

Par la suite, J.A. Mongrain sera plusieurs fois défait comme candidat libéral tant au

fédéral qu'au provincial, mais il réussira enfin à se faire élire au fédéral en 1965 et sera réélu en 1968.

Nos Droits 1948-1964

Dans la première édition de Nos Droits, le 25 juin 1948, Maurice Bellemare annonce que désormais chaque foyer de Champlain pourra recevoir son journal. En fait, Nos Droits est d'abord un organe d'information de l'Union Nationale, un journal destiné à diffuser les bonnes nouvelles du parti au pouvoir. Dans les pages des premiers numéros, on peut voir un montage de photos représentant des réalisations du parti: ponts, routes, écoles...

À l'Été 1948, les élections sont prévues pour le 28 juillet et l'édition du 6 août rapportera avec détails la victoire du député de Champlain. En feuilletant plusieurs numéros de Nos Droits et de L'Avenir, de 1951 à 1953, il nous a semblé que le journal de Maurice Bellemare ne répondait pas aux attaques de L'Avenir et laissait le Bien Public riposter à sa place. Le journal unioniste étant publié pour la population du comté de Champlain, il applaudira toutefois aux harangues que le Bien Public portera à l'administration de Mongrain.

Alors que L'Avenir aura presque toujours une première page de révélations scandaleuses, Nos Droits publiera semaine après semaine des articles témoignant de la grandeur des réalisations du parti au pouvoir. Il est vrai qu'un parti au pouvoir a justement le pouvoir de faire des réalisations, ce qui n'est pas le cas d'un parti dans l'opposition. Les deux journaux jouaient donc très bien leur rôle respectif.

La première édition de Nos Droits ayant paru un mois avant les élections de 1948, les premiers numéros sont composés surtout de propagande unioniste. Après la victoire de l'Union nationale, l'hebdomadaire devient un véritable journal d'information où les faits divers, la politique municipale, les événements culturels sont racontés, commentés ou simplement annoncés. La chronique hebdomadaire « Rendez-vous autour de la table à thé » rassemble des articles sur la famille, des potins mondains et des poèmes.

Maurice Bellemare demeure propriétaire de Nos Droits jusqu'en août 1962. Pendant tout ce temps, Paul Dupuis occupera la fonction de directeur et de rédacteur en chef. Acheté par Maurice Loranger, Nos Droits devient un journal indépendant et sera publié jusqu'en avril 1964. À cette date, Nos Droits est vendu à Claude Loranger qui en continue la publication sous le nom de Hebdo Journal. L'Hebdo Journal sera un autre membre de Publi-Hebdo, groupe qui sera acheté à son tour par les Journaux Trans-Canada.

SIXIÈME PARTIE
LES JOURNAUX EN RÉGION

Louiseville

Un an après la première publication de L'Éclair à Trois-Rivières, Philippe Duval et Joseph Labonté ferment boutique pour aller fonder, le 7 mars 1878, un premier journal à Louiseville, Le Courrier de Maskinongé.

D'autres publications ont suivi et, au fil des ans, Louiseville a compté plusieurs éditeurs et rédacteurs. En 1926, l'Écho de Saint-Justin fait paraître un court historique des journaux de Louiseville.

Il semble toutefois nécessaire d'apporter quelques précisions à ce texte. Hebdomadaire de quatre pages, le Courrier de Maskinongé aurait plutôt été imprimé dans un atelier de la rue Élizabeth. Après quelques mois, soit le 22 juillet, M. Duval en devient l'unique propriétaire pour le vendre, en octobre 1879, à Louis-Henri Mineau, homme d'affaires et premier chef de gare de Louiseville. Entre 1884 et 1891, le Courrier de Maskinongé s'appelait le Courrier de Louiseville, il va reprendre son nom d'origine en 1891.

À partir d'octobre 1892, le notaire Théodore Rivard devient propriétaire du Courrier de Maskinongé et Alfred Marchand occupe le poste de rédacteur en chef. Il semble que l'hebdomadaire ait paru jusqu'en 1896.

Le Courrier de Maskinongé (ou de Louiseville) va changer sa couleur politique au gré des partis qui forment les gouvernements. Il sera donc tantôt conservateur, tantôt libéral. Par exemple, en lisant un article commentant la mort de Sir John MacDonald, on constate que le Courrier prônait à cette époque des idées politiques libérales.

Le premier janvier 1896, Le Courrier de Maskinongé présente un numéro spécial illustré sur Louiseville et les environs. C'est un véritable cadeau du jour de l'An que le Courrier offre à ses lecteurs puisqu'il est très rare à cette époque qu'un journal reproduise des photographies. Malheureusement, il est impossible, avec les moyens dont nous disposons, de bien reproduire ces photographies, ces pages étant aujourd'hui sur des microfilms.

En cette fin du XIX^e siècle, la région de Louiseville s'enorgueillissait d'un riche attrait touristique auquel le Courrier de Maskinongé a consacré plusieurs articles: les célèbres sources de Saint-Léon.

Tel que mentionné dans l'article de Louis Blazon sur les journaux de Louiseville, Auguste Béchard aurait lancé un journal politique et littéraire en 1888 appelé La Voix du Peuple. Le journal disparaît l'année même pour réapparaître en 1890 sous forme hebdomadaire. Il semble qu'il ait été publié jusqu'en 1898. L'Université du Québec à Trois-Rivières possède, sur microfilm, un numéro datant du 29 mai 1890.

En 1894, Alfred Marchand quitte son poste de rédacteur en chef du Courrier de Maskinongé pour fonder l'Écho de Louiseville. Dans le premier numéro, soit le 27 avril 1894, M. Marchand écrit que son journal veut « travailler à la prospérité de cette belle et vaste portion du district » (comté de Maskinongé).

« Français et catholique, L'Écho combattrait avec vigueur et sans relâche les ennemis de notre nationalité et suivra avec soumission les ordonnances de ceux qui ont mission de conserver intacte dans tous les cœurs la foi, dont s'honorent à juste titre les descendants de la Nouvelle-France sur ce sol d'Amérique. En

politique, L'Écho assume un conservatisme modéré ... »
L'Écho de Louiseville, Éditorial du 27 avril 1896.

Mais ce conservatisme sera de courte durée. En 1896, le libéral Wilfrid Laurier devient premier ministre du Canada et L'Écho de Louiseville défendra peu après les intérêts des libéraux. L'Écho se montre un ardent promoteur des programmes de colonisation et sera d'abord un journal politique. Il cessera de paraître en août 1897.

La disparition de L'Écho provoque la naissance d'un autre journal libéral, Dès 1897, Le Progrès de Louiseville prendra la relève. D'après l'article de Louis Blazon, le journal aurait cessé ses publications à la mort de son fondateur Charles Trépanier en 1901. Toujours selon Louis Blazon, L'Étoile, un journal fondé par Charles Trépanier et J.A. Giguère en 1900, «ne vécut que ce que vivent les roses». Mais, contrairement à ce qu'affirme cet article, L'Étoile, toujours sous la même direction, se transporte à Trois-Rivières en 1901 pour être publié jusqu'en 1904.

Après cette date, il semble que la population de Louiseville doive attendre 1929 pour lire un journal publié dans sa ville. Cependant, à quelques kilomètres de cette ville, un journal mensuel naissait en 1921. À Saint-Justin, la population allait bénéficier d'un journal qui, de mensuel, allait se changer en hebdomadaire quelques années plus tard pour connaître une histoire des plus prestigieuse. C'est en effet l'héritier de L'Écho de Saint-Justin, devenu en 1948 L'Écho de Louiseville, qui remportera en 1985 le titre d'hebo de l'année dans sa catégorie.

L'histoire de L'Écho de Saint-Justin mérite que l'on s'y attarde. Le 29 septembre 1971, L'Écho présentait un numéro spécial à l'occasion de son cinquantième anniversaire de parution. Spécial sous plus d'un aspect, ce numéro de 112 pages retraçait, entre autres, l'histoire du journal. On y présentait, pour chacune des cinquante années d'existence, un choix d'articles représentatifs des événements survenus dans la région. Le montage était fait de telle façon que chaque page pouvait résumer un an d'histoire régionale.

Le numéro du 50^e retrace aussi l'histoire de la famille Gagné, propriétaire de l'Écho depuis trois générations. Nous reproduisons quelques articles signés par des témoins de la vie et de l'évolution de l'Écho.

Revenons en 1938 alors que L'Écho est toujours l'Écho de Saint-Justin. Cette année-là, un imprimeur de Shawinigan, J.A. Foucher, fonde plusieurs hebdomadaires afin de couvrir toutes les régions de la Mauricie. Le journal qu'il publie est le Réveil de Louiseville. (Voir Shawinigan, L'hebo Les Chutes) Enfin, du 17 juin 1948 au 2 février 1950, un hebdomadaire indépendant des partis politiques sera publié par Les Ateliers de l'Art Graphique. Dirigé par J.A. Desrosiers et Gaston Fleury, ce nouveau journal portera le nom de Le Progrès.

Depuis les débuts de l'ère industrielle, Louiseville vit sous le signe d'une certaine prospérité. Ville plutôt calme, Louiseville sera, en 1952, le théâtre d'un drame qui passera à l'histoire du Québec. En mars 1952, 850 ouvriers, surtout des femmes, de la filature de l'Associated Textile quittent le travail. C'est le début d'une grève longue et dure. Onze mois plus tard, soit en février 1953, les ouvriers seront obligés de retourner au travail sans avoir obtenu gain de cause sur leurs demandes principales; ils devront accepter une augmentation de salaire de 12 cents l'heure.

Nous avons fouillé les pages de l'Écho de cette époque et nous reproduisons quelques articles relatant les principaux faits marquants de cette dramatique grève.

Shawinigan. Grand-Mère. Saint-Tite

L'histoire des journaux du Centre de la Mauricie débute en septembre 1878 avec un premier numéro du Courrier de Saint-Maurice. Publié à Grand-Mère, l'hebdomadaire semble vouloir garder ses secrets puisque nous n'avons pu retrouver de détails sur l'origine de ce journal. Si nous savons qu'il était encore publié en 1899, nous ne connaissons pas la date où il cessa ses publications.

En octobre 1901, Napoléon Jacques, un jeune assureur qui avait été quelque temps gérant du journal L'Étoile des Trois-Rivières arrive à Shawinigan. Le 5 janvier 1902, il publie le premier numéro d'un nouveau journal, L'Industriel. Tout en rédigeant cet hebdomadaire de quatre pages à caractère local, il continue à vendre des assurances puis devient Maître de Poste en mai 1904. Il conserve le journal pendant six ans. W.-L. Forget, un imprimeur local, prend alors la succession jusqu'en 1913. L'Industriel devient ensuite la propriété de J.-A. Dufresne, un ancien maire de la ville, qui en assume la direction jusqu'en 1915, année de la disparition du journal. Les articles, anonymes, sont bien rédigés et agréables à lire; ils sont une source unique sur la petite histoire du début de la ville de Shawinigan. Les tendances politiques varient selon l'allégeance de ses propriétaires successifs. À l'époque de Napoléon Jacques, L'Industriel appuie les libéraux de Laurier; sous la direction de J.-A. Dufresne, le journal défendra l'idéologie et les politiques des conservateurs au pouvoir à Ottawa.

L'Industriel est imprimé à l'imprimerie de W.-L. Forget. En 1913, cette imprimerie est achetée par Elzéar Dallaire. Il semble qu'à partir de cette date, Elzéar Dallaire ait collaboré avec J.A. Dufresne pour rédiger L'Industriel. En 1915, E. Dallaire achète L'Industriel et en change le nom pour celui de L'Écho du Saint-Maurice.

L'époque Elzéar Dallaire

En 1908, la population de Grand-Mère n'est que de 4600 personnes (Grand-Mère n'est érigée en municipalité que depuis 1968). C'est dans ce petit village « né d'un moulin à papier » qu'Elzéar Dallaire, un des piliers du journalisme de la région mauricienne, décide de s'établir afin d'y fonder le premier d'une série d'hebdomadaires.

Elzéar Dallaire fonde son premier hebdo, Le Courrier de Grand-Mère, en 1909. À cette époque, malgré son jeune âge, il est déjà un journaliste d'expérience:

“... dès l'âge de 13 ans, il entrait dans le monde du journalisme comme correspondant pour L'Éclaireur de Québec et Le Réveil du Saguenay. Il n'avait pas encore 15 ans qu'il rédigeait presque à lui seul le premier numéro du journal Le Progrès du Saguenay, le 18 août 1887. Il demeura au service de ce journal durant quelques années avant d'aller collaborer à la rédaction d'un hebdomadaire à Windsor (Ontario). Il fut ensuite au service d'un journal à Lowell, Mass. (E.-U.) et du quotidien La Presse, à Montréal.” (Laroche, 1976 :429)

En 1895, il revient à Baie Saint-Paul, sa région natale, et fonde son premier journal, Le Courrier de Charlevoix, qui paraîtra jusqu'en 1897. En 1898, il devient rédacteur à L'Écho de Charlevoix. Mais Elzéar Dallaire, un conservateur qui désire se montrer neutre, n'est pas bien accepté dans ce journal libéral. Incapable d'adhérer aux thèses libérales, E. Dallaire quitte Charlevoix, s'installe à Chicoutimi et y fonde Le Journal en 1899. Ensuite, il dirige le Progrès du Saguenay de 1901 à 1908. C'est donc muni d'une expérience vieille de plus de vingt ans, qu'il s'installera à Grand-Mère en 1909.

Il Y poursuivra sa carrière d'abord dans le journalisme puis, dans la politique municipale. Plus tard, il augmentera son rayonnement professionnel en participant à la fondation de L'Association Canadienne des Hebdomadaires de Langue Française dont il devint l'un des premiers présidents en 1934.

Le Courrier de Grand-Mère

Elzéar Dallaire publie le premier numéro du Courrier de Grand-Mère le 22 janvier 1909. Le journal publiera peu de nouvelles locales. Un lecteur qui voudrait connaître la vie de Grand-Mère à cette époque n'y trouverait que peu d'informations. Seuls les avis municipaux nous renseignent un peu sur les activités du conseil de ville.

Au début du XIXe siècle, on pouvait lire dans chaque numéro d'un journal trifluvien le nom et le lieu de résidence des personnes séjournant temporairement à l'hôtel, chez des parents ou des amis à Trois-Rivières. Cette coutume devait disparaître lorsque la population devint trop grande et qu'il fut impossible de connaître tous les déplacements des voyageurs.

Cependant, les journaux des petites municipalités devaient reprendre cette coutume aux XXe siècles. Jusque durant les années 1940, les hebdomadaires publiaient les déplacements, les voyages et les visites des membres de la communauté. Nous retranscrivons ici les mentions parues dans l'édition du 30 avril 1909 du Courrier.

M. Juvenal Ally de N .O. de Pierreville était à Grand-Mère la semaine dernière, en visite chez son frère, M. Aimé Ally.

M. J.E. Trudel, de Saint-Rock de Mékinac, était à l'hôtel Grand-Mère jeudi dernier.

M. Pitre Gauthier, autrefois cultivateur à Chicoutimi, et maintenant de Montréal était à Grand-Mère vendredi dernier.

M. David Thibaudeau, le populaire voyageur de la maison Kyle Cheezbrough Co de Montréal, a passé une huitaine de jours à Grand- Mère à l'hôtel Windsor.

M. P.E. Blondin, M.P. était en ville dimanche.

On nous apprend que M. Joseph Dufresne qui a été gravement malade prend beaucoup de mieux.

Le Courrier de Grand-Mère suit de près la politique nationale et traite faits et événements selon l'idéologie de son propriétaire. Ainsi, le 7 avril 1910, Le Courrier de Grand-Mère émet quelques opinions qui reflètent l'idée des conservateurs sur l'instruction. Le journal critique le parti libéral qui défend l'idée d'une école gratuite et obligatoire au Québec.

C'est l'école « où on établira un service spécial de gendarme pour constater chaque jour si les petits canadiens qui sont absents de la classe le sont pour une colique véritable ou pour des raisons d'ordre plus relevé. (...) mais en fin de compte, il y aura une note et qui la soldera? (L'argent du gouvernement) ne tombe pas des nues, il vient de la poche du contribuable, (...) alors pourquoi bouleverser tout un système pour arriver au point de départ? Pourquoi? Mais pour déchristianiser

l'école... »

Elzéar Dallaire vend Le Courrier de Grand-Mère en 1911 à celui qui allait devenir le sénateur Blondin. Le journal change de nom et paraît sous le nom de La Semaine le premier juin 1911. En changeant de nom, on souhaite que La Semaine devienne le porte-parole de toute la région mauricienne et, en plus des nouvelles locales, La Semaine publiera des nouvelles des municipalités environnantes.

À partir de 1915, La Semaine est en concurrence avec le nouveau journal fondé par Dallaire, L'Écho du Saint-Maurice, et les propos échangés seront souvent très loin des louanges. Nous en avons pour preuve une série d'articles publiés en mars 1917 autant dans La Semaine que dans L'Écho du Saint-Maurice. Nous présentons quelques-uns de ces articles parmi les pages de L'Écho du Saint-Maurice. Le 3 août 1917, le notaire Desroches quitte son poste de directeur et de rédacteur de La Semaine et malgré l'article qui annonce une réorganisation, l'hebdomadaire cessera de paraître définitivement.

L'Écho du Saint-Maurice

Tel que nous l'avons mentionné précédemment, L'Écho du Saint-Maurice prend la succession de L'Industriel en 1915. Ce journal aura une longue histoire: en fait, cette histoire n'est pas encore terminée. Les premiers numéros contiennent plus de publicité que de nouvelles et E. Dallaire montre son attachement à Grand-Mère en publiant autant de nouvelles de Grand-Mère que de Shawinigan. Le journal semble prospère, du moins, c'est ce que E. Dallaire écrira dans un communiqué publié le 15 mars 1917 dans L'Écho du Saint-Maurice où il annonce la création récente de la Compagnie de Publication du Saint-Maurice avec un capital de 20 000 \$ composé d'un certain nombre d'actions privilégiées portant intérêts au taux de 7 %.

Le journal naît au début de la Première Guerre Mondiale. Avant cette guerre, E. Dallaire est un partisan du parti conservateur. Mais, puisque le gouvernement Borden favorise la conscription, E. Dallaire se ralliera au camp libéral pour appuyer l'enrôlement volontaire. L'Écho du Saint-Maurice, à cette époque, narguera le propriétaire de La Semaine, P.E. Blondin. Nous reproduisons quelques articles publiés dans L'Écho du Saint-Maurice au moment où P.E. Blondin, député du comté de Champlain et ministre au fédéral, parcourt la province pour encourager l'enrôlement volontaire. E. Dallaire, sur un ton frondeur et parfois acerbe, se moque du prêcheur qui, dit-il, encourage les autres à faire la guerre sans y aller lui-même.

L'Écho du Saint-Maurice demeure la propriété d'Elzéar Dallaire jusqu'en 1949 alors qu'il passe aux mains de Lucien Guertin, un homme d'affaires de Shawinigan. Ce dernier avait déjà acheté, en 1937 l'imprimerie d'E. Dallaire en s'associant d'abord avec son beau-frère, Fernand Gignac puis, en 1948, avec l'éditeur du Shawinigan Standard, O.R. Wilson. En 1942, il fondait L'Écho de Portneuf qu'il publia jusqu'en 1949 avant de le vendre pour se porter acquéreur de L'Écho du Saint-Maurice. Sous sa direction, le journal change de facture: le format devient tabloïd et le nombre de pages augmente.

Contrairement à E. Dallaire, L. Guertin va s'entourer de collaborateurs pour éditer son journal. Parmi eux, il faut mentionner le nom de José Caden. Né en France en 1910, J. Caden arriva à Shawinigan en 1954 muni d'une riche expérience comme éditeur d'un mensuel à Paris et auteur de plusieurs publications pour les adolescents. Sa carrière journalistique à L'Écho durera vingt ans. En plus de couvrir les événements quotidiens, J. Caden écrira une série d'articles sur la petite histoire de Shawinigan. Plusieurs de ces

articles seront regroupés en 1961 pour former un livre intitulé L'An Un de Shawinigan.

Lucien Guertin dirigera le journal jusqu'au 11 août 1971. À cette date, Claude Bérubé achète L'Écho du Saint-Maurice qui devient alors L'Hebdo du Saint-Maurice. Le nouvel Hebdo du Saint-Maurice entre dans la famille de Publi-Hebdo, un nouveau regroupement dirigé par Claude Bérubé, déjà propriétaire du Journal du Cap et qui fondera à la même époque l'Hebdo de Trois-Rivières. Suite à la vente de 1971, le nouvel hebdo va augmenter la surface de ses pages consacrées aux sports et à la publicité. L'Hebdo du Saint-Maurice, avec un tirage hebdomadaire de 24 800 copies, est distribué dans tout le Centre Mauricie. Il est dirigé par Michel Marteau, qui dirige aussi L'Hebdo de Saint-Tite-Normandie, journal qu'il a d'ailleurs fondé en novembre 1984 au nom de la compagnie Publi-Hebdo. Le tirage de ce dernier journal est actuellement de 7 000 copies.

The Shawinigan Standard

À la fin des années 1920, la région de Shawinigan compte un assez fort pourcentage d'anglophones: une population suffisante pour justifier la parution d'un premier hebdo en langue anglaise. Selon Larochelle (1979), plusieurs hommes d'affaires de Trois-Rivières et de Shawinigan, soit M. Clark, propriétaire et éditeur du journal Saint-Maurice Valley Chronicle, Charles Édouard de Bouevage LaBranche, coéditeur du même journal, Raymond Wilson, gérant de la Banque Canadienne de Commerce à Shawinigan et Charles-Auguste Saint-Arnaud, journaliste, s'associent et fondent en 1928 The Shawinigan Standard. Le journal est d'abord publié à Trois-Rivières. En 1930, D. R. Wilson en devient l'unique propriétaire. À partir de cette date, le journal sera rédigé et imprimé à Shawinigan. Le journal était unilingue anglais sauf pendant quelque temps dans les années 30 où il a publié une ou deux pages en français.

D.R. Wilson rédige pratiquement seul le journal pendant de nombreuses années. Il en signe la présentation. D'un naturel optimiste, il s'intéresse à la promotion de la ville de Shawinigan en publiant durant quelques années. Il en signe la présentation. D'un naturel optimiste, il s'intéresse à la promotion de la ville de Shawinigan en publiant durant quelques années un album d'une centaine de pages, bilingue et bien illustré, qu'il envoyait aux industries du Québec et de l'Ontario pour les convaincre de venir s'installer dans sa ville. Quatre ou cinq de ces albums ont été publiés sous le titre de Industrial Shawinigan Industriel.

Abondamment illustré, The Shawinigan Standard offre des nouvelles régionales. Cependant, plus de la moitié de ses pages servent à la publicité. Le tirage du journal atteindra plus de 3 000 exemplaires dans les années soixante. Le 22 décembre 1970, The Shawinigan Standard paraîtra pour la dernière fois. En Mauricie, comme à Trois-Rivières, la population anglophone décroît constamment; une hausse des coûts de productions, joint à une baisse des lecteurs et des annonceurs, expliquerait l'arrêt de ce journal anglophone de qualité publié pendant plus de cinquante ans.

Le Courrier de Laviolette

Depuis la disparition de La Semaine en 1917, E. Dallaire ne possède que L'Écho de la Mauricie. "lancera en mai 1936 L'Union Nationale qui devint L'Actualité Mauricienne en 1942. Il demeurera propriétaire du journal jusqu'en 1952. La vente du journal marque la

fin de l'époque d'Elzéar Dallaire. Sa carrière aura duré presque 60 ans.

En 1952, Gérard Gauthier achète les titres de propriété de L'Actualité Mauricienne et fonde Le Courrier de Laviolette dont le premier numéro paraît le premier mai 1952. Gérard Gauthier demeure propriétaire du Courrier de Laviolette jusqu'en 1966 alors que le Journal est vendu à Radio La Tuque, propriété de Jean Trépanier qui publie déjà L'Écho de La Tuque.

En 1972, Jean Trépanier abandonne la publication du Courrier de Laviolette pour publier un hebdo du dimanche, Le Mauricie-Journal. Ce journal sera distribué dans la région de Shawinigan, de Grand-Mère et de La Tuque.

André Dionne, un ancien directeur du Courrier de Laviolette, va diriger la publication du Mauricie-Journal. Six mois après la première parution du Mauricie-Journal, Jean Trépanier décide de concentrer son énergie dans L'Écho de La Tuque et arrête la publication de Mauricie-Journal.

Les Hebdos de J. A. Foucher

Le 26 octobre 1934, J. A. Foucher, un homme d'affaire de Shawinigan, lançait sept hebdomadaires qui couvraient le territoire de la Mauricie et la région du Saguenay- Lac Saint-Jean. Dans la Mauricie, on retrouve Les Chutes de Shawinigan, Le Laurentien de La Tuque et Les Chenaux de Trois-Rivières.

Tous les hebdos de J. A. Foucher sont imprimés à l'Imprimerie Shawinigan de J. A. Foucher mais chacun va traiter des nouvelles locales et des événements sociaux. D'abord des hebdos voués à la promotion des entreprises de J. A. Foucher, ces hebdos traiteront de problèmes politiques seulement si ces derniers ont un lien avec le monde des affaires. Ainsi, vers la fin des années 1950, J. A. Foucher entreprend une campagne pour contrer la hausse des prix de l'essence. Chaque semaine, le journal Les Chutes publiera une page de promotion du garage Foucher où on pourra lire, tel un feuilleton, les divers épisodes de cette guerre des prix.

L'hebo Les Chutes traitera rarement de politique provinciale, ne publiant que les annonces publicitaires payées par les partis politiques. Le journal reproduira les causeries hebdomadaires données par J. A. Foucher à la radio alors qu'il était maire de Shawinigan. À la mort de Duplessis, le 5 septembre 1959, nulle biographie, nul commentaire n'est publié. Seule une note de condoléances sous la photo du Premier Ministre va souligner cet événement qui fera la manchette de tous les journaux de la province. Et pourtant, on a toujours prétendu que les journaux de Foucher « étaient du bon bord ». Le dernier numéro du journal Les Chutes paraît en décembre 1968.

L'Histoire, Le Progrès de la Mauricie

En 1958, Ovila Lacoursière publie L'Histoire, un bimensuel. À partir du mois d'août 1962, le journal s'appelle Le Progrès de la Mauricie. Il semble que le journal ait été publié jusqu'en 1966.

Le Sport et La Voix de Shawinigan

Le 13 avril 1945, Gilles Trudel publie pour la première fois un hebdomadaire de quatre pages consacré exclusivement aux sports. Son journal, Le Sport, paraîtra sous cette forme jusqu'au 7 juin 1946. À partir de cette date, Le Sport devient un hebdo de douze pages, La Voix de Shawinigan-Grand-Mère. Bien que la moitié de ses pages soit

toujours consacrées aux sports, Trudel fait de La Voix de Shawinigan-Grand-Mère un hebdo d'information générale et locale. Mentionnons ici la participation, à partir de 1956, de Françoise Trudel, sœur de Gilles, comme rédactrice et éditorialiste. À chaque semaine, « La page féminine » contient des chroniques sur la santé, la beauté, l'éducation, etc.

Le 19 novembre 1969, Jacques Ébacher s'associe à Gilles Trudel afin de poursuivre la publication de cet hebdo. Plus tard, Jacques Ébacher deviendra le seul éditeur jusqu'en 1977, année où La Voix de Shawinigan sera vendu à L'Hebdo du Saint-Maurice. L'Hebdo intègre La Voix à son édition hebdomadaire sous forme d'un feuillet commercial: La Voix commerciale de Shawinigan.

L'Intrépide de Shawinigan-Sud

Le 27 septembre 1962, Gilles Trudel publie pour la première fois un journal ayant pour but spécifique la défense des intérêts de Shawinigan-Sud. Pendant les six années de sa parution, L'Intrépide remplira son rôle de journal d'information locale. Le journal disparaît en 1968.

Le Dynamique de la Mauricie

En 1964, Gérard Marchand travaille au Nouvelliste. Homme de caractère et d'audace, il quitte son travail dans un journal bien établi pour fonder Le Dynamique de la Mauricie, un hebdo ayant Saint-Tite comme port d'attache. La première édition paraîtra le 5 juin 1964. L'histoire du Dynamique nous rappelle celle de nombreux journaux dont les propriétaires, souvent sans grand capital, ont réussi par leur détermination à créer des journaux qui sont devenus rentables après quelques années.

Ne pouvant engager du personnel, faute de capitaux, G. Marchand édite Le Dynamique complètement seul, recueillant les nouvelles, sollicitant les annonceurs, faisant la mise en page, administrant les fonds... Ce n'est qu'en avril 1965 qu'il peut engager une jeune secrétaire qui deviendra bientôt une collaboratrice indispensable au journal: Lise Léveillée. De sa résidence à Saint-Tite, G. Marchand dirige le journal, vend les annonces publicitaires tandis que Lise Léveillée, à chaque fin de journée, recueille les commandes afin de faire la mise en page du journal le lendemain tout en s'occupant de la comptabilité à son bureau, d'abord situé à Grand-Mère puis, à Saint-Tite.

G. Marchand dirige le journal jusqu'à son décès, survenu le 23 juillet 1978. À cette date, Lise Léveillée, âgée alors de 29 ans, devint l'unique propriétaire du journal. Toujours propriétaire de l'hebdo en 1987, elle continue à en assumer toutes les tâches. Seuls quelques collaborateurs participent à la rédaction. Raymond Pagé, professeur à l'université du Québec à Trois-Rivières y signe l'éditorial depuis 1965. Pierre-Aimé Damphousse y est chroniqueur sportif depuis vingt ans. Parmi les anciens collaborateurs, on peut nommer Denis Pronovost, attaché aujourd'hui au Nouvelliste, René Matton, directeur de l'Hebdo-Journal (Trois-Rivières-Cap-de-la-Madeleine) et Pierre Dubois, directeur du journal Le Pont à Grand-Mère.

Actuellement, Lise Léveillée emploie quelques journalistes à la pige et un représentant publicitaire pur couvrir Grand-Mère. Le Dynamique possède 4 500 abonnés.

Le Pont

La disparition de La Voix de Shawinigan en 1977 provoque un vide dans le monde

du journalisme shawiniganais. En 1979, Claude Rompré, professeur d'anglais au secondaire, s'associe avec Pierre Dubois, un ancien technicien en audio-visuel ayant une formation journalistique, et fonde Le Pont. Claude Rompré, un homme très impliqué au niveau social et candidat défait à la mairie lors de l'élection de 1978, voit dans la publication de ce journal un moyen de défendre ses idées sociales et politiques. Sur un autre plan, Pierre Dubois a déjà quelques années d'expérience dans le monde de l'édition des journaux: pendant quelques années, il avait travaillé d'abord à La Semaine de Charlesbourg puis à Plein Jour sur le Saguenay à Forestville, et enfin au Dynamique de Saint-Tite.

Jusqu'en 1986, C. Rompré est éditeur du journal alors que P. Dubois est adjoint à la rédaction et à la production. D'août à novembre 1986, P. Dubois assume l'intérim à la présidence. C. Rompré revient à la présidence jusqu'au 16 janvier 1987, date à laquelle P. Dubois est officiellement nommé président directeur général du journal Le Pont. Michel Désilets assiste présentement P. Dubois comme adjoint à la rédaction. Depuis septembre 1980, Les Éditions du Rocher, qui publie Le Pont, appartient aux Journaux Trans-Canada Inc. (Publications JTC Inc.)

La Tuque

Dès que le chemin de fer est en construction, une première usine de papier s'implante à La Tuque. Un an plus tard, soit le 11 mars 1911, la ville reçoit son incorporation officielle. Comme ses sœurs, situées plus bas sur le Saint-Maurice, La Tuque va prendre de l'expansion très rapidement. S'il faut attendre 1939 pour voir naître une deuxième industrie d'importance, la Shawinigan Engineering Company, la ville ne sera pas pour autant privée de petites industries, de commerces et des nombreux services nécessaires à toute agglomération. Ainsi, le premier journal verra le jour presque en même temps que la ville.

Fondé en 1911 par J. G. Delage, ce journal, le La Tuque, a-t-il été publié pendant longtemps? Nous croyons que non puisque nous n'en connaissons que les deux premiers numéros. Nous voulons toutefois présenter quelques articles qui traitent d'un emprunt, ces articles nous permettant d'entrevoir les problèmes du conseil municipal d'une ville de 4 000 habitants, née tout d'un coup de la forêt. Nous ne présentons qu'une partie des polémiques concernant cet emprunt afin de consacrer la suite des pages à L'Écho de La Tuque, cet hebdomadaire qui vit toujours au rythme de la ville.

L'Écho de La Tuque

Afin de poursuivre l'histoire des journaux de La Tuque, il faut faire un très grand saut dans le temps pour s'arrêter en 1938. L'information dont nous disposons ne nous permet pas de supposer qu'un journal local ait été publié entre 1911 et 1938. Il a fallu l'intrépidité de Raymond Douville et de Clément Marchand, propriétaire du Bien Public à Trois-Rivières, pour unir la population de La Tuque d'un organe d'information locale, L'Écho de La Tuque et du Haut Saint-Maurice. Il peut sembler paradoxal que deux jeunes Trifluviens entreprennent une telle publication. Mais, nous dit Clément Marchand, « nous avons déjà l'imprimerie et cette région éloignée ne possédait pas de journal. On s'est donc donné mission de faire valoir le potentiel de la région ». Si le journal est placé sous la responsabilité de Raymond Douville, Clément Marchand participe régulièrement à la rédaction.

Lorsqu'en 1959 Ramond Douville quitte la région, l'Écho de La Tuque sera vendu à Paul et Waddah Aboud, déjà propriétaires d'une station de radio à Trois-Rivières. En 1963,

ces derniers céderont le journal à Jean Trépanier et Laurette Leclerc qui le dirigeront jusqu'au premier juillet 1987. À cette date, les frères Bouliane, qui impriment l'Écho depuis 15 ans, et Gaston Martin, directeur de deux journaux au Lac Saint-Jean et ancien employé de l'Écho, sont devenus propriétaires du journal.

La ville de La Tuque, pourtant privée de journal local pendant plus de 35 ans, verra naître un second journal en 1938. J.A. Foucher, fondateur de plusieurs hebdomadaires régionaux imprimés à Shawinigan, publie aussi La Sentinelle de La Tuque, un hebdomadaire où les articles d'intérêt général voisinent avec quelques articles sur les événements locaux. (Voir Shawinigan le journal Les Chutes) La Sentinelle de La Tuque cessera de paraître en 1971, en même temps que les autres hebdomadaires de J.A. Foucher.

Bien que les publications mensuelles n'entrent pas dans ce relevé des journaux mauriciens, nous ferons exception pour une publication puisque les journaux imprimés à La Tuque n'ont pas été très nombreux.

À partir de décembre 1946, M » Forrest, propriétaire de l'Imprimerie commerciale de La Tuque, s'associe avec un groupe de personnes de Windigo, une région isolée au nord de La Tuque, pour publier un journal mensuel bilingue: L'Ami. Le journal de quatre pages est d'abord destiné à la population de Windigo mais environ la moitié des nouvelles sportives et culturelles concernent la population de La Tuque. Demeurant à La Tuque depuis 1915, M. Forrest est un de ces pionniers qui ont vu prospérer la ville et qui se sont intéressés aux affaires municipales et à la vie culturelle des Latuquois. Dans le premier numéro de L'Ami, les éditeurs lancent un concours de poèmes. Le premier prix est de 10 \$. La participation à ce concours est tellement grande que dans le deuxième numéro, on annonce que la proclamation des gagnants est reportée au prochain numéro, le jury n'ayant pas terminé sa sélection. Pour chaque numéro, M. Forrest dessinait quelques caricatures de personnalités latuquoises. Ils ont reproduit l'une de ces caricatures, obtenue avec la collaboration de Mme Constance Forrest-Valois, fille du fondateur de L'Ami et actuelle propriétaire de l'Imprimerie commerciale. Le mensuel L'Ami n'atteindra pas un an de publication.

La Tuque Éclair

Enfin, en 1963, un nouvel hebdomadaire, La Tuque Éclair, sera publié par Roger Rochette avec l'aide de Sylvio Lambert, le rédacteur en chef. Hebdomadaire local typique d'une vingtaine de pages, La Tuque Éclair est d'abord une publication commerciale, mais on y rapporte aussi les événements locaux. Les annonces de naissances, de mariages et de décès côtoient les activités des clubs sociaux et les nouvelles des sports. La Tuque Éclair publie régulièrement des communiqués émis par le maire ou les commissaires.

Chaque semaine, Sylvio Lambert et Liboire Boutet, deux journalistes qui ne craignent pas les polémiques, écrivent leurs commentaires, parfois virulents, sur les propos et gestes des personnalités dirigeantes. Vers la fin de l'année 1965, ou au début de 1966, le journal est vendu à Gérard Filion, alors maire de La Tuque. Mais après la vente, le journal n'est jamais reparu.

CONCLUSION

Écrire une histoire des journaux, c'est remonter dans le temps, c'est refaire, en une suite de pages, une histoire composée d'instantanés d'époque montrant les différentes façons de vivre de plusieurs générations. Comme dans toutes les vieilles photos de groupes, certaines personnes connues qui normalement devraient y être présentes, brillent par leur absence; d'autres, de parfaits inconnus à nos yeux, y figurent sans que l'on sache trop pourquoi. Ainsi certains journaux ont emporté avec eux presque toute leur histoire. D'autres, plus turbulents, plus tapageurs, veulent la première place, ou encore font quelques grimaces au voisin d'à côté: ce sont ces journaux qui, à leur époque, ont servi de tribune aux guerres de mots, aux guerres d'idéologies.

Les journaux de la Mauricie, qu'ils soient de langue française, de langue anglaise ou bilingues, ont beaucoup évolué en 170 ans. Leurs pages se sont transformées au gré des propriétaires de journaux, des innovations technologiques et des mentalités. Si jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la page de journal était constituée d'alignements de caractères disposés en colonnes serrées, en tournant du siècle, le « blanc » a conquis peu à peu la surface d'une page. Ce n'est qu'au début du XIX^e siècle que sont arrivées les premières photos, représentant surtout des personnages politiques et des vedettes du sport. La photo d'actualité, prise sur le vif, n'apparaîtra que plus tard; elle supplantera d'ailleurs très souvent les textes descriptifs. Le cadre général où se situe la nouvelle a subi lui aussi de profondes mutations. Fait d'abord à partir d'impressions subjectives, la nouvelle en arrivera à une certaine objectivité dans les journaux modernes.

Les buts visés par les journaux et les manières de faire aussi ont changé. Si l'objectif de base d'un journal - qui est d'informer le lecteur sur l'actualité - demeure constant, on peut constater que jusque vers 1960, les journaux avaient presque toujours une « couleur » politique. Après cette date, les journaux chercheront davantage à rejoindre tous les citoyens, quelle que soit leur couleur politique, montrant ainsi qu'ils peuvent devenir de véritables véhicules de publicité commerciale capables de rejoindre toutes les couches de la société. Mais on ne peut que déplorer qu'en même temps, la nouvelle, l'information, s'aseptise, se vide de tout.

Les hebdomadaires demeurent cependant représentatifs de la société qui les fait vivre. S'ils s'uniformisent de plus en plus - la publicité et les nouvelles du sport occupant plus des deux tiers du journal - les hebdomadaires offrent toujours à leurs lecteurs des chroniques intéressantes et un courrier des lecteurs parfois savoureux. Quelques hebdomadaires traitent de problèmes locaux dans leur éditorial et tous semblent ouverts à la publication de divers articles ayant traités aux activités sociales de toutes les classes de la société.

Quant au quotidien régional, le Nouvelliste, il semble que son histoire soit un long et heureux mariage entre une excellente équipe de journalistes et les habitants de la grande région Mauricie-Bois-Francs. Notre quotidien a le vent dans les voiles et continue constamment à accroître son tirage. Sans doute est-ce dû à un habile mélange d'informations, de publicité et de promotion de la vie économique de la région?

Mais, pour raconter le Nouvelliste d'aujourd'hui, qui d'autre pourrait mieux le faire que Claude Masson? Nous lui avons donc demandé de décrire le Nouvelliste, de nous parler de son présent et de son avenir. Le texte que nous avons reçu mérite, croyons-nous, d'entrer tel quel dans cette trop brève histoire des journaux de la Mauricie. Ce texte est en fait la plus belle conclusion qu'il soit possible pour cet historique qui nous fait passer, peut-être trop rapidement, d'un lointain passé, à la fois troublé, difficile et romantique, à un avenir plein d'espoir.

LE NOUVELLISTE ... AUJOURD'HUI ET DEMAIN

« LE NOUVELLISTE de 1987, ce sont 150 emplois directs et permanents pour une masse salariale de 6,5 millions; 15 camionneurs à plein temps pour distribuer le journal dans 87 municipalités et sur une superficie de 30,000 milles carrés de territoire; 1 ,4000 jeunes camelots qui gagnent 1 ,553,500 \$ annuellement ou une moyenne de 1 ,036 \$ chacun; un chiffre d'affaires de près de 20 \$ millions; le tirage le plus élevé de son histoire avec un sommet de 60,000 exemplaires atteint pour la première fois en 1920.

Voilà Le Nouvelliste, en chiffres, en données, en statistiques.

Un journal doit dépasser les mathématiques. C'est avant tout un outil collectif et populaire d'information, de communication, de sensibilisation, de valorisation des individus et de la société qu'il dessert.

Un quotidien comme le nôtre, qui est le premier quotidien francophone au Canada quant au taux de pénétration de son marché principal - plus de 75 % des foyers le reçoivent - et le cinquième des 112 quotidiens au pays, a un rôle particulier à jouer: il doit être le reflet constant, permanent, quotidien de la réalité qui se dit et qui se vit sur le vaste territoire du Cœur du Québec. Le journal quotidien doit être le pouls de la société qu'il dessert.

Notre quotidien a une priorité: sa région. Il ne peut envisager d'être à la fois un journal local, régional, provincial, national, international. Son choix: la vie locale et régionale sous tous ses angles, sous toutes ses facettes: municipal, scolaire, scientifique, technologique à partir des concepts et du vécu d'ici, de la région 04 toute entière.

Le Nouvelliste n'est pas qu'un journal: c'est une présence au milieu, un appui à la communauté, à ses initiatives, à ses projets, à ses réalisations. Le journal sert à la fois de bougie d'allumage, de tremplin pour diverses causes, de soutien aux organismes, de haut-parleur des groupes non organisés des milieux plus populaires, d'écho auprès des décideurs politiques, sociaux, économiques de la région ou à l'extérieur.

Le Nouvelliste, c'est aussi un outil pédagogique destiné aux lectrices et aux lecteurs de demain - les étudiants(tes) d'aujourd'hui à tous les niveaux - aux férus d'histoire, aux chercheurs, à celles et à ceux qui veulent constater l'évolution du milieu depuis plus de 60 ans.

Que sera l'avenir? Le sort de la presse quotidienne de masse se jouera précisément au cours des dix prochaines années. Si les quotidiens, tant nationaux que régionaux, réussissent à tirer leur épingle du jeu face à la multiplicité des autres moyens de communication, leur avenir sera ensuite assuré pour deux ou trois générations. Marshall McLuhan avait prédit la mort de la presse écrite face à l'audio-visuel, à l'écran sous toutes ses formes.

Au contraire. Au travers des médias électroniques d'hier et d'aujourd'hui, la presse quotidienne retrouve une place majeure: elle est le reflet de la continuité, de la permanence, de la sécurité pour les gens, pour leur vie.

Pour un quotidien comme le nôtre, qui a de fortes assises dans la population, le grand défi consiste à intéresser les jeunes à la lecture. Il faut qu'ils (elles) y trouvent goût et utilité. Par divers moyens, il faut préparer l'avenir, le demain du quotidien. C'est notre grand défi de l'heure.

Réaliser un journal, jour après jour, constitue un objectif constant: un livre se réalise souvent en un an et plus; un journal se fabrique en moins de 24 heures avec parfois autant de pages.

Les divers métiers pratiqués dans un journal se vivent avec une tension permanente: tout est question d'heures, de minutes, de secondes même. Car, l'essentiel, c'est que les lectrices et les lecteurs reçoivent LEUR journal, chez eux, chaque matin à sept heures, 315 jours par année, beau temps, mauvais temps. Alors même que le journal du jour est à peine publié, il faut déjà penser à celui du lendemain. C'est un défi emballant. Claude Masson, président-éditeur du Nouvelliste.

INDEX DES NOMS DE JOURNAUX

Actualité Mauricienne (L'), 105
Ami (L'), 119
Ami de la Religion et du Roi (L'), 11
Ami du peuple (L'), 45, 46
Argus, journal électorique (L'), 12, 14
Aurore (L'), 6
Avenir (L'), 65, 79, 81
Avenir de la Mauricie (L'), 65, 77, 79
Avenir du Cap (L'), 65, 77
Bas-Canada (Le), 24,40
Bien Public (Le), 46, 51, 52, 53, 55, 68, 81
Butler Journal (The), 40
Canada (Le), 35
Canadian Democrat (The), 40
Canadian Spectator, 8
Canadien (Le), 5, 6, 36
Chenau (Les), 107
Chenau des Trois-Rivières (Les), 65
Christian Sentinel (The), 14
Chronique de la Vallée (La), 63, 68
Chutes (Les), 65, 107
Chutes de Shawinigan (Les), 107
Clairon (Le), 32
Concorde (La), 30, 31, 32, 33,40
Constitutionnel (Le), 11, 12, 28, 29, 32, 50
Courrier (Le), 41, 43,44, 55
Courrier de Charlevoix (Le), 96
Courrier de Grand-Mère (Le), 96, 97, 99
Courrier de Laviolette (Le), 105, 106
Courrier de Louiseville (Le), 86, 88, 90
Courrier de Maskinongé (Le), 29, 86, 88
Courrier de Saint-Maurice (Le), 95
Cultivateur Indépendant (Le), 20
Dynamique (Le), 114
Dynamique de la Mauricie (Le), 111
Éclair (L'), 29, 41, 86
Éclaireur (L'), 96
Écho (L'), 119
Écho de Charlevoix (L'), 96
Écho e 1 a Mauricie (L'), 105
Écho de La Tuque (L'), 105, 115, 119
Écho de La Tuque et du Haut Saint-Maurice (L'), 117
Écho de Louiseville (L'), 41, 90

Écho de Portneuf (L'), 101
 Écho de Saint-Justin (L'), 86, 90, 91, 93
 Écho du Saint-Maurice (L'), 25, 52, 95, 99, 101, 103
 Électeur (L'), 30
 Ère Nouvelle (L'), 17, 18, 19, 25, 32, 33, 40, 50
 Étoile (L'), 41, 42, 43, 46,90
 Étoile des Trois-Rivières (L'), 95
 Événement (L'), 36, 59
 Flambeau (Le), 63
 Gazette de Montréal (La), 6
 Gazette de Québec (La), 6
 Gazette de Sorel (La), 32
 Gazette des Trois-Rivières (La), 8, 9, 10, 11, 14, 15, 17,25
 Gazette Populaire: l'histoire maque (M .C.)
 Gros Jean l'Escogriffe, 15
 Hebdo de Saint- Tite-Normandie (L'), 103
 Hebdo de Trois-Rivières (L'), 103
 Hebdo Journal (L'), 152
 Herald (The), 41
 Histoire (L'), 109
 Indépendance canadienne (L'), 40, 50
 Industriel (L'), 95
 Inquirer (The), 20
 Inquirer and Three Rivers Commercial Advertiser (The), 20
 Intérêt public (L'), 46, 47
 Intrépide (L'), 111
 Journal (Le), 96
 Journal de l'Exposition (Le), 50
 Journal des Trois-Rivières (Le), 15, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33
 Journal du Cap (Le), 103
 Justice, 46
 La Tuque (Le), 115
 La Tuque Éclair (Le), 121
 Laurentien (Le), 107
 Liberté (La), 32, 36
 Loop Line (The), 30
 Lumberman and Three Rivers Echo (The), 28
 Mauricie Journal, 105
 Minerve (La), 11, 13, 25
 National, (Le), 25
 New Era (The), 33
 New Commer (The), 56
 Nos droits, 77, 81, 82, 83
 Nouveau Trois-Rivières (Le), 50, 51, 55
 Nouvelliste (Le), 55, 56, 59, 60, 61, 63, 68, 111, 123, 124
 Paix (La), 33, 35, 37, 40
 Pays (Le), 26
 Plein jour sur le Saguenay, 114

Pont (Le), 114
Presse (La), 25, 96
Progrès (Le), 93
Progrès de la Mauricie (Le), 109
Progrès du Saguenay (Le), 96
Québec Mercury, 5
Réveil (Le), 96
Réveil de Louiseville (Le), 93
Saint-Maurice Valley Chronicle (The), 56, 63, 104
Semaine (La), 52,99, 100, 101, 114
Sentinelle (La), 25, 32, 33, 35
Sentinelle de La Tuque, 119
Shawinigan Standard (The), 104
Soleil (Le), 59
Sport (Le), 109
Three Rivers News (The), 53
Times (The), 65
Trifluvian Trader (The), 27
Trifluvien (Le), 36, 37, 38, 41, 42, 45, 46, 50, 51, 55,59
Tribune (La), 59
Union Nationale (L'), 105
Voix commerciale de Shawinigan (La), 109
Voix de Shawinigan (La), 114
Voix de Shawinigan-Grand-Mère, (La), 109
Voix du Peuple (La), 88

BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTATION

BEAULIEU et HAMELIN

1973, 1975, 1977, 1979, 1982, 1984

La Presse québécoise. Québec, P.U.L. 6 tomes.

BLACK, Conrad.

1977 Duplessis. Tome 2 Le pouvoir. Montréal, Les Éditions de l'Homme.

BLANCHARD, Raoul.

1950 La Mauricie. Trois-Rivières, Les Éditions du Bien public.

GAMELIN, Alain et al.

1984 Trois-Rivières Illustré. Trois-Rivières, la Corporation du 350e anniversaire.

HAMELIN, Jean et al.

1976 Histoire du Québec. Montréal, Les Éditions France-Amérique.

LAROCHELLE, Fabien.

1976 Shawinigan depuis 75 ans. Shawinigan, Hôtel de ville.

LESAGE, Germain.

1961 Histoire de Louiseville 1665-1690. Louiseville. Presbytère de Louiseville.

LINTEAU, DUROCHER, ROBERT.

1979

Histoire du Québec contemporain. Ville Saint-Laurent, Boréal Express.

VALLÉE, Henri.

1933 Les journaux trifluviens de 1817 à 1933. Trois-Rivières, Les Éditions du Bien public.

VAUGEOIS, DENIS ET Jacques LACOURSIÈRE.

1976 Canada-Québec, synthèse historique. Montréal, Édition du Renouveau pédagogique.

DOCUMENTATION:

Les journaux cités dans cet ouvrage peuvent être consultés à la microthèque et au Centre de documentation en Études québécoises de l'Université du Québec à Trois-Rivières, à la bibliothèque municipale de Trois-Rivières ou aux archives du Séminaire de Trois-Rivières.

L'histoire des journaux de 1945 à aujourd'hui a été reconstituée grâce à des interviews avec divers intervenants du monde journalistique mauricien (propriétaires, journalistes, administrateurs, etc.).

* * * / / / * * *

PRIX EDMOND-DE-NEVERS
1994

Mention d'honneur à Micheline Champoux

par Denise Lemarier

Une mention d'honneur vient d'être décernée à Micheline Champoux pour la qualité de son mémoire de maîtrise présenté au Prix Edmond-de-Nevers 1994.

Réalisé dans le cadre de sa maîtrise en études québécoises, le mémoire avait pour titre: « De l'enfance ignorée à l'enfant roi : cinquante ans d'enfants modèles dans les manuels scolaires québécois (1920-1970) ». Les professeurs Serge Gagnon et René Hardy, du Département des sciences humaines de l'UQTR, agissaient respectivement comme directeur et codirecteur de recherche.

Tout en retraçant l'évolution de la pédagogie et des modèles de conduite, Micheline Champoux démontre comment l'enfant, dont l'enfance était pratiquement ignorée depuis longtemps, est devenu, avec l'apparition de la psychologie infantile au milieu de XIX^e siècle, « le centre des préoccupations de l'État devenu providence, le roi de la famille et de la nouvelle société de consommation. »

Mme Champoux a pu saisir cette transformation de la place de l'enfant dans la société en même temps que les changements du système de valeurs de la société québécoise, à partir de l'étude des textes et des illustrations de plus de 70 manuels scolaires de français utilisés au Québec de 1920 à 1970, au niveau élémentaire.

Les valeurs d'obéissance, de vaillance et de piété véhiculées par les manuels scolaires du début du siècle ont fait place peu à peu, à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle, à-t-elle observé, à la curiosité à l'amitié, au plaisir et au jeu. Ces valeurs, selon l'auteure du mémoire, rejoignent l'âme enfantine telle que perçue par la psychologie moderne.

Bien qu'elle constate que la psychologie enfantine a manifestement contribué à la modernisation de la société occidentale, en conclusion, Mme Champoux s'interroge à savoir si cette science a bien cerné « les caractéristiques et les potentialités de l'enfance » quand elle observe les déséquilibres sociaux et les mésadaptations psychologiques qui frappent aujourd'hui autant les adultes que les enfants.

Rappelons que deux autres étudiants de l'UQTR se sont également distingués au Prix Edmond-de-Nevers au cours des dernières années. En 1987, le prix était décerné à Denis Goulet et en 1991, Hélène Naubert méritait une mention d'honneur. Ces deux étudiants avaient également présenté un mémoire rédigé dans le cadre de leur maîtrise en études québécoises.

* * * / / / * * *